AccueilRevenir à l'accueilCollectionCahiers pour l'histoire de la rechercheItemCahiers pour l'histoire de la recherche 1

# Cahiers pour l'histoire de la recherche 1

Auteur(s) : CNRS

# Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

71 Fichier(s)

# Les mots clés

BIDAULT Ghislaine, Curien Hubert (1924-2005)

# Les relations du document

## Collection Cahiers pour l'histoire de la recherche

Ce document est en lien avec :

Cahiers pour l'histoire de la recherche 2

Cahiers pour l'histoire de la recherche 3

Afficher la visualisation des relations de la notice.

# Citer cette page

CNRS, Cahiers pour l'histoire de la recherche 1, 1993

Valérie Burgos, Comité pour l'histoire du CNRS & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-Sorbonne Nouvelle-ENS)

Consulté le 26/11/2025 sur la plate-forme EMAN : https://eman-archives.org/ComiteHistoireCNRS/items/show/174

# **Présentation**

Date(s)1993

Mentions légalesFiche : Comité pour l'histoire du CNRS ; projet EMAN Thalim (CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution – Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Editeur de la ficheValérie Burgos, Comité pour l'histoire du CNRS & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-Sorbonne Nouvelle-ENS)

# Information générales

LangueFrançais Collation24

# Informations éditoriales

N° ISBN2-271-05021-9 N° ISSN1243-1923

# **Description & Analyse**

Nombre de pages139

Notice créée par <u>Valérie Burgos</u> Notice créée le 05/10/2023 Dernière modification le 11/12/2024

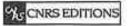
CAHIERS POUR L'HISTOIRE POUR RECHERCHE DE LA RECHERCHE Les mémoires de la recherche CNRS EDITIONS

CAHIERS POUR L'HISTOIRE DE LA RECHERCHE

## GHISLAINE BIDAULT

# LES MÉMOIRES DE LA RECHERCHE

État des versements 1977 - 1989



## CAHIERS POUR L'HISTOIRE DE LA RECHERCHE

Comité de Rédaction :
Madame Luce GIARD
Monsieur Jacques LAUTMAN,
Monsieur Dominique PESTRE,
Monsieur Antoine PROST,
Madame Claire SALOMON-BAYET

Secrétariat de Rédaction : Jean-François PICARD

Toute correspondance et manuscrits doivent être adressés à Jean-François PICARD, IHTP, 44, Rue de l'Amiral Mouchez, 75014 PARIS

Ventes par correspondance : CNRS Éditions, 20-22, rue Saint-Amand, 75015 Paris, tél. : (1) 45 33 16 00 — Télex : 200 356 F

© CNRS Éditions, Paris, 1993 ISBN 2-271-05021-9

## Sommaire

Préface de Hubert Curien	9
Note de l'auteur : Mission et missions des Archives	11
Introduction :  Quelques éléments d'histoire Sources d'archives complémentaires Bibliographie	15 27 27
États des versements : Notes liminaires	31 39 61
Annexes	
Annexe I : Chronologie des principaux événements et textes réglementaires	87
Annexe 2 : Cabinets ministériels 1954-1959	100
Annexe 3 : Ministres chargés de la Recherche sous la № Répu- blique, 1959-1989	103
Annexe 4: Liste des Délégués généraux, Délégués généraux adjoints, Directeurs de la DGRST	105
Annexe 5: Structures administratives de la Recherche, organigrammes. la Recherche en 1963	106

#### MÉMOIRE ÉCRITE DE LA RECHERCHE MRT, juin 1982..... MRI, décembre 1982.... 113 MIR, mars 1983..... 114 MRI/MST, mars 1983.... 115 MRT, 1984 ..... 116 MRT/MST, février 1985..... 117 MRT, juin 1989..... 118 Annexe 6: Organismes sous tutelle MIDIST ..... 119 CESTA, 1987 ..... 120 Annexe 7: DGRST, liste des actions concertées par secteurs de recherche

Documents d'archives

Fichier is

# Préface de Hubert Curien ministre de la Recherche et de l'Espace

Quel grand pays peut se dispenser d'une politique scientifique? Depuis plus de cinquante ans, l'État et la Science bientôt rejoints par l'Industrie ont conjugué leurs efforts pour donner à la France la place qui lui revient dans le monde.

Il me semble que trois moments ont marqué la réalisation de

cette politique.

À la veille de la guerre, le physicien Jean Perrin, sous-secrétaire d'État à la recherche, créait le CNRS. Un organisme destiné à doter notre Université des instituts de recherche qui lui faisaient défaut. Non seulement le CNRS assurait le fonctionnement de la recherche fondamentale, mais il faut le rappeler, il donnait au pays les moyens d'une mobilisation scientifique à une période tragique de son histoire. Sur le même modèle, l'État créait peu après des instituts de recherche spécialisés, l'ORSTOM pour la recherche outremer, l'INRA pour la modernisation de l'agriculture, le C.E.A. pour le développement de la physique nucléaire et de ses applications, etc.

Un quart de siècle plus tard, la cinquième République du Général de Gaulle installait la première organisation scientifique interministérielle : une Délégation à la Recherche scientifique et son Comité des Sages. Grâce à la disposition du budget national de la recherche, la DGRST assurait à l'État les moyens d'une politique scientifique. Les années soixante ont été une période particulièrement féconde pour la recherche française, par exemple dans des domaines, par exemple, tels que l'espace avec la création du Centre National d'Études Spatiales ou la santé avec l'INSERM.

Il y a une dizaine d'années, François Mitterrand met en place un Ministère de la Recherche et de la Technologie chargé d'une politique de la science dans une perspective élargie: l'Europe. Santé, énergie, télécommunications, transports, les réalisations sont connues et nous pouvons être légitimement fier de nos chercheurs. Les institutions ont aussi leur mémoire. La mission des archives du ministère chargé de la recherche nous en donne la preuve seus forme d'un inventaire. Ce qui nous est présenté ici constitue donc non seulement le témoin d'une politique de la science française—susceptible d'intéresser les historiens—mais aussi un élément de réflexion.

Hubert CURIEN

# Note de l'auteur

Cet « état des lieux » archivistique est le fruit d'une longue collaboration entre les Archives nationales et la Recherche.

Les Archives nationales furent appelées au chevet de la Recherche, par l'intermédiaire des services du Premier Ministre en janvier 1964, pour prélever les archives du Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du Progrès technique (CSRPT). Ces documents constituent à l'heure actuelle notre fonds le plus ancien sur la Recherche (1954-1958). Il est l'une des composantes du versement AN 77/321.

De 1964 à 1977, les collectes furent sporadiques, par suite de difficultés de stockage, d'abord aux Archives nationales à Paris puis à compter de 1969, au Centre des Archives contemporaines à Fontainebleau (dépôt des Archives nationales pour les documents récents) dans les anciens bâtiments de l'OTAN, peu adaptés. La vitesse de croisière fut atteinte en 1978 lors de la mise en service à Fontainebleau de la première unité fonctionnelle de stockage. Ce n'est donc pas par hasard si les premiers versements, même plus anciens, sont de 1977, date de leur traitement (les deux premiers chiffres formant la cote du versement indiquent l'année).

Jusqu'en 1981, ces prélèvements d'archives se faisaient à la suite de demandes auprès de Missions Archives Nationales (AN) de l'institution à laquelle était rattachée la Délégation générale à la Recherche scientifique et technique (DGRST). Jusqu'en 1969 sous l'égide des services du Premier Ministre, la DGRST sera rattachée de 1970 à 1977 au Ministère du Développement industriel et scientifique (MDIS). Elle sera transférée en 1972 de la rue de l'Université à la rue St-Dominique rejoignant ainsi le Comité Consultatif de la Recherche Scientifique et Technique (CCRST) et le Comité Interministériel de la Recherche Scientifique et Technique (CIRST).

Aussi en 1977, eut lieu la première grande opération d'archi-

### Chronologie des premiers versements

14 1 1964	Prdievement du fonds CSRSPT; 1954-1958	versé aux AN 18 1 1974	Versé à Fontainebleau 77/321, art 970-985
29 10 1968	Commission de la recherche scientifique et technique actions concertées, demandes hodgétaires par ministères et organismes, s.d., 1960-1963	drasowie i	77/1624
19 03 1972	Contrats de Recherche, tapports, 1960-1970	1972	77/1531
28 11 1973	Contrats de Recherche, 112*-124* plans, 1960-1965	1973	77/321
13 02 1974	Affaires internationales organismes internationaux, 1962-1968; Countés techniques de développemen a.d., 1960-1970	1974	77/606
26 03 1976	Contrata de Recherhoe ve plan, 1986-1970	1976	77/387
(1964), 1977	(CSRSPT, 1954-1958); CCRST, 1939-1975; DGRST, 1958-1976	(1974), 1977	77/321-323 devenu en 1989 77/321

vage, organisée par la Mission AN du MDIS: 160 ml d'archives furent collectés sous la houlette du Contre-Amiral Jannot, Haut-fonctionnaire des affaires scientifiques de Défense, celui-ci ayant bien voulu accepter de cautionner cette opération de versement d'archives. Ce versement 77/321 constitue avec celui du CCRST (81/401), la pierre angulaire de toute recherche tant sur le plan institutionnel que sur celui de l'histoire des sciences, pour les années 1954-1976.

A compter de 1978 et jusqu'en 1981, année de son abrogation, la DGRST dépendra du Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre (Recherche) et les Archives seront en liaison avec la Mission AN des services du Premier Ministre. Cependant, sur place, existait un correspondant Archives: ce fut jusqu'en 1978, la Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (M. Beaudoux) puis la Division de l'Information et des Relations extérieures (M. Van Lerberghe).

Les fonds de la Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) recèlent des documents hors de sa compétence administrative, notamment dans les fonds RE 104 (Mission Period Se sa compétence administrative, notamment des fonds RE 104 (Mission Period Se sa compétence administrative, notamment des fonds RE 104 (Mission Period Se sa compétence administrative).

Le 23 mars 1982, le Ministre de la Recherche et de la Technologie sollicitait auprès du Ministre de la Culture, la création d'une Mission Archives nationales permanente. Ce fut chose faite en juin 1982.

Autonome un court instant, la Mission Recherche fut intégrée de 1983 à 1986 à la Mission Industrie et depuis 1987 coordonnée avec la Mission CNRS pour les archives administratives de la Recherche.

Le rôle de la Mission au sein du Ministère est double :

— celui d'aider les services à gérer la masse de leurs archives utiles

— sélectionner à terme, les documents intéressants pour l'Histoire.

Les archives du Ministère et de la Délégation générale à la Recherche scientifique et technique sont déjà régulièrement exploitées dans le cadre de colloques (colloque pour le cinquantenaire du CNRS — journées internationales « De Gaulle en son siècle ») et de maîtrises ou de thèses sur des sujets très variés (Histoire de la Biologie moléculaire et de la Recherche médicale en France, coopération scientifique et technique entre l'Inde et la France, le Plan Calcul, Sciences et société en Nouvelle-Calédonie...)

Cet ouvrage qui se veut un outil de travail pour les chercheurs, a été élaboré en deux temps: une première version en 1989 plus succincte, répondant aux besoins du Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (CARAN) et la seconde, plus élaborée, accompagnant davantage les possibilités de recherches et la richesse des fonds administratifs de la Recherche scientifique.

Je tiens à remercier tout particulièrement M. Antoine Prost, professeur à l'Université de Paris-I, M. Jean-François Picard, Chercheur au CNRS et M<sup>me</sup> Odile Welfelé, Conservateur à la Mission CNRS qui m'ont prêté leur concours pour la rédaction et la publication de cette seconde version.

M<sup>ma</sup> Georgeta Namoianu, mon adjointe, m'a permis par son travail de m'y consacrer pleinement. M<sup>ma</sup> Christiane Blanchet et M. Laurent Drouhin en ont assuré la frappe.

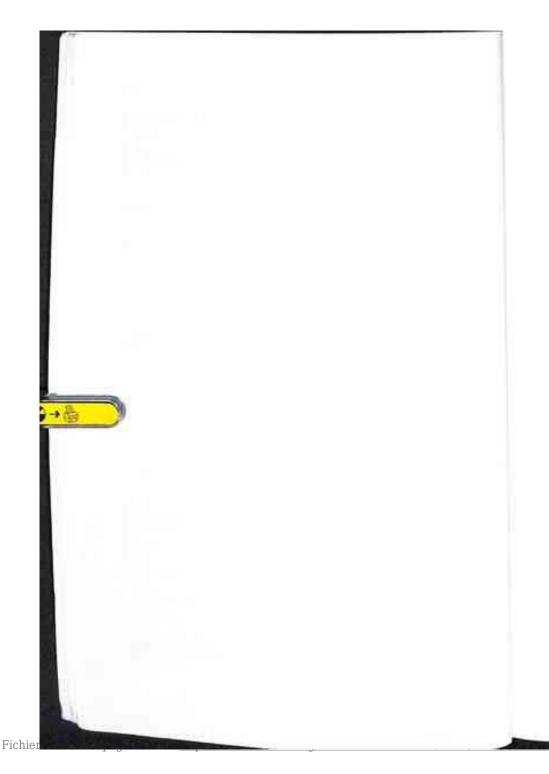
Ou'ils en soient tous remerciés.

Ghislaine BIDAULT mission des archives nationales



dans les fonds RE 104 (Mission Recherche, cote archives intermédiaires).

2. L'ancien fonds documentaire de la DGRST dépendant de la Division de l'Information et des Relations extérieures (DIRE) conserve de nombreux documents d'archives, notamment le fonds du Comité des Recherches spatiales sons la cote RE 130/31 (Mission Recherche, cote archives intermédiaires)



## Introduction

QUELQUES ÉLÉMENTS D'HISTOIRE

L'État et la recherche

A l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, la première relation de l'État avec la science voyait le premier se cantonner au financement de ses savants. En 1901, lors du lancement d'une première Caisse des recherches scientifiques, il n'était pas question que l'État se substitue à la communauté savante pour organiser la recherche, à fortiori pour indiquer les voies dans lesquelles engager celle-ci. La politique de la science, si tant est qu' on puisse évoquer l'idée de piloter une activité d'essence aussi spontanée que la création artistique devait dire le physicien Jean Perrin (Nobel de 1926), ne pouvait relever que des scientifiques.

Cette conception d'une science pure dont la nourrice naturelle, l'Université, cautionnait la liberté amenait la Direction de l'Enseignement supérieur et Perrin à créer en 1930 un premier dispositif d'ampleur nationale, rattaché au Ministère de l'Instruction publique, la Caisse nationale des sciences (puis Caisse nationale de la recherche scientifique). Cette caisse destinée à fournir des hourses aux jeunes chercheurs était épaulée d'un Conseil supérieur de la recherche scientifique (1933), ancêtre du Comité national du CNRS, permettant aux professeurs de l'Université de décider du choix des boursiers, de leurs promotions, et accessoirement de la répartition des crédits entre laboratoires.

Tandis que Perrin s'occupait de la science pure, plusieurs facteurs redonnaient de l'importance à la recherche dirigée. La première guerre mondiale avait contribué à donner une grande extension à un Service des inventions intéressant la défense nationale créé en 1887. Au lendemain du conflit, à l'instigation du sénateur Jules de la même année et dont il assura la présidence jusqu'en 1958. Ce Conseil supérieur n'avait qu'un rôle consultatif mais il était le témoin d'une volonté politique d'organisation de la recherche.

Quelques tentatives avaient eu lieu auparavant: le projet Ramadier-Thorez, (23 mars 1947) d'un Conseil supérieur de la Recherche scientifique et technique auprès du Ministre de l'Éducation nationale, n'avair pas abouti; le 17 mai 1950, André Lichnerowicz proposait la création d'un Commissariat général de la Recherche scientifique et technique près du Président du Conseil qui ne vit pas le jour par suite de la chute du Gouvernement. En février 1952, un député, M. Bruyneel déposait une proposition de loi instituant un Comité supérieur de coordination de la Recherche scientifique et technique attaché à la présidence du Conseil. Bien que cette proposition n'ait pu emporter la décision, l'idée semblait acquise que la politique de la recherche supposait un organe interministériel.

### Mais quelle recherche?

Dans un rapport de 1949 sur la recherche scientifique et technique dit « Rapport BARREE », le Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics indique qu'il est tout à fait nécessaire de définir ce que l'on entend par le terme « recherche ». Dix ans après, le décret du 2 février 1959 fixe cette définition et les opérations de recherche scientifique et technique qui en découlent. Ce même rapport souligne également « par souci du relèvement économique du pays et du développement économique des territoires d'outre-mer, une prolifération désordonnée d'organismes ». En voici un exemple : la recherche « métropolitaine » aux mains du CNRS dépend du Ministère de l'Éducation nationale tandis que la recherche d'outre-mer, l'ORSTOMI dépend du Ministère de la France d'outre-mer. « Cette absence de coordination est regrettable mais elle correspond à un défaut bien français » souligne le rapport, « La recherche médicale clinique n'interresse-t-elle pas moins de 8 Ministères? (...) Quoiqu'il en soit, ce manque de coordination entraîne une dispersion des efforts, un gaspillage de personnel et de matériel inacceptable dans un pays appauvri » ... Les deux maîtres mots

 PROST (Antoine), Les origines de la politique de la Recherche en France 1939-1958, in Cahiers pour l'histoire du CNRS 1939-1989, n°1, pp. 45-46. Archives conservées dans Mission Recherche, RE 104 supplément. sont donc lancés en 1949 : coordination et financement, leur mise en place sera l'affaire des années 50.

A partir de 1960, l'évolution politique générale de l'outre-mer français conduit à la réunification des deux recherches et l'ORS-TOM, à déboucher sur la coopération. Cependant, par sa vie administrative propre, sa relative indépendance d'établissement public au sein des structures administratives de l'Etat et son financement, l'ORSTOM participa de manière originale au mouvement de réflexion nationale et de modernisation qui caractérisera les années 50. Il fut associé à l'ensemble des travaux du CSRSPT.

### Un financement centralisé

Coté financement de la « recherche métropolitaine », le Premier Président de la Cour des Comptes fait part au Président du Conseil, dans sa lettre du 17 janvier 1958, de ses interrogations sur les subventions en faveur de recherches scientifiques et techniques d'intérêt général : « leur faible volume et leur émiettement ne s'accorde pas... avec le but qu'on s'était proposé d'une large action... sur l'orientation des recherches d'intérêt national » ... Sur le fonctionnement même du CSRSPT, il souligne les difficultés de recrutement de personnel de Longchambon. Il s'interroge sur le bien-fondé de l'action de coordination et d'orientation dévolue au Conseil supérieur, s'il « n'y avait pas lieu de revenir sur la structure actuelle ainsi que sur les propositions contenues dans le rapport sur la Recherche en vue du me plan, notamment la création d'un fonds national de la Recherche...: Du point de vue de la Cour, la réalisation de ce projet supposerait que les garanties destinées à sauvegarder le contrôle de l'emploi d'une telle masse de crédits soient au préalable soigneusement mises au point ... »

Le CSRSPT formulait dans son rapport sur la Recherche, la nécessité de disposer de ressources exceptionnelles pour financer la recherche et demandait la création d'un fonds national de la Recherche doté d'une totale autonomie financière dont la dotation initiale serait de 5 milliards? La Cour des Comptes prudente, voire hostile à ce projet, craint le double emploi avec le CNRS. N'est-il pas là pour coordonner et financer lui aussi la Recherche? Mais l'appartenance de cet organisme au Ministère de l'Éducation nationale ne lui permet pas de jouer ce rôle dévolu dans les textes. Quelle instance assez puissante pourrait alors permettre cette coordination et ce financement interministériels?

Si le changement de gouvernement intervenu le 1<sup>st</sup> juin 1958 remettait en question l'existence même du CSRSPT, les grandes

B. l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer créé le 11 octobre 1943 est né du Comité colonial de la Recherche scientifique du CNRS entre fin 1942 et octobre 1943. L'idée de pourvoir les colonies d'une organisation scientifique propre est apparue sous le Gouvernement Léon Blum en 1937 par la voix de Francis Perrin Sous-secrétaire d'Etat à la Recherche scientifique et Marius Moutet, Secrétaire d'État aux colonies, in GLESZES (Michel), Un regard sur l'ORSTOM, 1943-1983, Paris, 1985.

<sup>9.</sup> Prost (Antoine), op. cit., p 55-56.

lignes directrices d'une véritable politique de la Recherche étaient jetées.

De Gaulle au pouvoir et Michel Debré Premier Ministre vont être à même de mettre en place, sans même attendre l'instauration de la v' République, la nouvelle administration de la science.

Côté coordination de la recherche, de nouvelles structures de politique scientifique vont donc être mises en place par décret du 28 novembre 1958, supprimant au passage le CSRSPT:

 création du Comité interministériel de la Recherche scientifique et technique (CIRST) sous la présidence du Premier Ministre.

— création du Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST), organe consultatif composé de 12 personnalités scientifiques « choisies en raison de leurs compétences en matière de recherche scientifique et technique ou en matière économique ». Ce Comité sera également désigné sous le nom de Comité des 12 sages.

— création d'un secrétariat commun dirigé par un délégué général nommé par décret. Le premier délégué général nommé ainsi sera M. Piganiol, chargé de la tutelle des grands organismes de la recherche publique.

L'action de M. Piganiol est dans le domaine administratif de la recherche, incontestable. D'un secrétariat commun « lié aux 12 », il en fit la DGRST, en obtenant auprès du Budget et sans moyens propres, l'étude par une instance scientifique unique le CCRST, des demandes de crédits de recherche des différents ministères. L'Enveloppe Recherche était née. L'octroi de ce pouvoir important ne put qu'affirmer cette nouvelle autorité administrative. Elle agissait en véritable « Ministère de la Recherche » 10

Conseillé par M. Raymond Poignant, Conseiller d'Érat, rapporteur de la Commission de l'Éducation nationale du m<sup>e</sup> Plan, il affirmera son autonomie face au CCRST en élaborant ses propres textes sur le fonds de développement, les statuts de personnels ou d'organismes même s'il les soumet aux 12 et les amende selon leur avis. Celui-ci souhaitait affecter ce fonds à des usages définis afin de développer des secteurs négligés, non sans avoir suscité quelques débats (doc. 4)<sup>11</sup>.

Le dispositif de coordination nationale est enfin en place! L'activité du CCRST sera intense. Il reprendra en premier lieu l'étude d'un fonds de développement de la Recherche, idée reprise également par M. Piganiol. Il s'attachera également à la réorgani-

10. Psoor (Antoine), op. cit., p 59-60.
11. L'Espace était régi par le Comité des Recherches spatiales (cf Doc. 4), comité hors actions concertées, dont les doutions sont fort substantielles. Créé en 1959, il fut l'ancêtre du Centre national d'Études apatiales institué en décembre 1961. Sa création effective due de mars 1962. Les archives du Comité des Recherches spatiales sont conservées dans l'ancien fonds documentaire de la DGRST (Mission Recherche RE 130/31).

sation des structures de la Recherche fondamentale, tandis que M. Piganiol voulait développer des recherches proches des entreprises, dans des secteurs qui lui semblait en retard.

« Le sérieux et la qualité du travail des 12 constitua l'un des principaux facteurs qui permirent à la structure de s'imposer et d'obtenir une reconnaissance de fait qui dépassait la portée du texte fondateur. Mais l'habileté et l'opiniâtreté du Délégué général ne comptèrent pas moins...» 10

#### Premières orientations

La création du Fonds de développement est l'aboutissement de l'idée de Longchambon de disposer d'un fonds spécial, idée reprise nous l'avons vue dans le rapport sur la Recherche pour le m<sup>e</sup> Plan.

Le 9 décembre 1959 est institué par décret, le fonds de développement de la Recherche scientifique et technique; y seront désignés également les 9 premiers Comités d'actions concertées.

Aînsi, le Fonds de Développement de la Recherche scientifique et technique constitua un facteur dynamique essentiel et contribua profondément à réaliser l'une des conditions majoures du développement scientifique du pays : lui conférer le caractère d'une action collective nationale<sup>12</sup>

Outre l'étude sur le financement de la Recherche, le CCRST au cours de l'année 1959, va s'attacher conjointement avec M. Piganiol, Délégué général et les comités d'études (Doc. 3) à définir certains domaines essentiels n'ayant pas atteint en France, une croissance suffisante. De même, de nombreux problèmes naissant quotidiennement dans le domaine scientifique, leur prise en charge suivant les voies classiques par les organismes existants, était souvent trop lente et une impulsion particulière s'avérait nécessaire afin de pouvoir être fixé rapidement sur la valeur du problème et sur les moyens qu'il y a lieu de lui consacrer. La prise en charge de ces problèmes, grâce à un mécanisme de coordination, peut éviter de perdre un temps précieux. Enfin, certains domaines de recherche appliquée deviennent, par l'ampleur des moyens matériels qu'ils exigent, difficiles à développer avec de bonnes chances de auccès s'il n'est pas fait appel à une action concertée de caractère national. mobilisant la quasi-totalité du potentiel existant dans ce domaine.

Pour toutes ces raisons et en première étape, onze actions prioritaires furent définies en 1959 :

— recherches spatiales

conversion des énergies
 biologie moléculaire

DGRST, Les actions concertées, rapport d'activité 1961, pp. 6-10 (Mission Recherche, MA 178).

- cancer et leucémie

- application de la génétique - nutrition animale et humaine

- fonctions et maladies du cerveau (neurophysiologie-psychopharmacologie)

- exploitation des océans

 analyse démographique, économique et sociale - science économique et problème de développement

- documentation

Le CIRST, sous la présidence du Premier Ministre, arrêta en 1960 la politique du Gouvernement en la matière. Il limita toutefois les projets initiaux aux neuf thèmes cités plus haut en écartant, en particulier, l'importante question de la documentation scientifique dont l'étude n'était pas terminée.

Présentées au Gouvernement puis au Parlement, ces actions furent retenues en priorité et le Fonds de développement fut doté d'un crédit de 320 millions de francs pour cinq ans (130 millions de F pour l'espace et 190 millions de F pour les dix autres actions

concertées et urgentes), de 1961 à 1965 (Doc. 6).

Dans le même temps, se mettaient en place la Délégation générale, les organes scientifiques et administratifs chargés de l'élaboration et de la gestion de ces programmes de recherches complémentaires. Le montant de l'effort financier complémentaire de l'État pour une période de cinq ans fut alors fixé et, si le chiffre retenu se situe nettement en dessous des propositions qui furent faites par les Comités d'études, il représente néanmoins une importante contribution (Doc. 7).

A partir du début de l'année 1963, un certain nombre de nouvelles actions concertées furent prises en charge par le Fonds de développement : actions intéressant plus directement que les précédentes, le développement de la recherche technique (électronique, mécanique, chimie macromoléculaire, sciences de la terre, etc.). Pour certaines d'entre elles, les actions concertées furent à l'origine de création d'organismes de recherche : CNEXO, INSERM.

## Potentiel des chercheurs

Le 28 mars 1956, le CSRSPT avait été chargé d'établir sur les problèmes de recherche, un rapport pour le me plan. La situation était alarmante : compte tenu des conséquences de la guerre, des départs et de l'évolution technique, il fallait recruter 51 300 ingénicurs entre 1956 et 1961 soit près de 12 000 par an. Or, les Écoles n'en formaient que 4 000. 10 000 baccalauréats scientifiques étaient délivrés annuellement en France. Sur ce contingent, un prélèvement de 2 500 à 3 000 était indispensable pour l'enseignement et environ 850 chercheurs (recherche fondamentale : 250 et 600 pour la recherche appliquée). Il fallait en outre développer en priorité les

études du 3º cycle créées en 1954. En 1955, dans l'ensemble des Facultés de sciences, 213 doctorats furent délivrés13.

Le CCRST va donc attacher du prix à remédier à cet état de fait mis en lumière par le Colloque de Caen de 1956. Rapports et études statistiques vont se succéder (Doc. 5) notamment sur l'intéressement à la recherche des élèves des grandes Écoles.

M. Maréchal, Délégué général notait enfin dans son rapport de 1961 : « on considère à l'heure actuelle que le potentiel scientifique de notre pays a atteint un niveau suffisant pour qu'on puisse porter un effort sélectif sur des thèmes ou des secteurs de recherche choisis pour leur intérêt national sans pour autant compromettre l'équilibre d'un développement harmonieux sur l'ensemble des connaissances scientifiques... »14

Une des préoccupations les plus importantes du CCRST, est de maintenir un rythme de croissance et d'obtenir que le budget de la recherche fondamentale ait une sorte de priorité, qu'il ne souffre pas des stabilisations ou des ralentissements que le Gouvernement peut être amené à apporter à la croissance du Budget général de l'État (Doc. 8)15.

Il faut en outre que l'appareil de recherche doté de ces moyens, évolue et s'adapte aux besoins nouveaux.

### Nouveaux Instituts et Recherche industrielle

« Les sommes consacrées au développement en France apparaissent faibles par comparaison avec l'étranger (0,8 % du PNB contre 1,4 % en Grande-Bretagne et 2 % aux États-Unis); un effort supplémentaire est nécessaire... l'aide actuellement apportée au développement de l'industrie française par les grands programmes nationaux - militaire, atomique, spatial - ne saurait être portée au niveau de celle dont bénéficient les industries d'outre-Atlantique. Force est donc de recourir à des méthodes d'aide directe à l'industrie, lesquelles impliquent un choix délibéré des actions à soutenir... » Tels sont les termes en 1966 du rapport du CCRST au CIRST. Un groupe de travail que présidait M. Saint-Geours nommé conjointement par le Secrétaire d'État chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales et le Commissaire général du Plan, avait en 1965 fait des propositions sur la recherche industrielle en vue du ve Plan.

Il mettait l'accent notamment sur deux axes : mener une action approfondie dans le domaine des calculateurs électroniques avec création d'un institut de recherche en informatique et automatique

13. Papar (Antoine), op. cit., p. 55.

DGRST, Les actions concertées, rapport d'activité 1961, p. 10 (id.)
 MARÉCHAL (André), L'élaboration de la politique scientifique en France. Rome, 1966, p. 14 (Mission Recherche, RE 104 supplement)

(IRIA)18; s'orienter selon lui sur la mise en valeur des mers en raison de son intérêt scientifique et ses vastes possibilités de débouchés économiques et préconisant la création d'un centre national d'exploitation des océans (CNEXO).

Si le développement d'un secteur technique défaillant est une idée récente (bien que l'électronique, soit un secteur cité dans les grandes options CCRST (Doc. 3) mais non retenu dans les actions prioritaires), l'idée d'un institut de recherche sur l'exploitation des océans n'est quant à elle pas neuve. Le CCRST s'en ait fait longtemps l'écho tout au long de ses délibérations; de 1963 à 1966, date à laquelle un projet de loi indique que le « Centre sera des la publication de la présente loi, substitué à l'État dans les conventions de recherches océanographiques au titre de l'action concertée « Exploitation des océans »13. Dès 1963, plusieurs projets de loi se succèdent tendant à instituer un Centre national d'études océanographiques18, Il aura fallu 3 années pour avaliser le concept d'exploitation : que les « tâches scientifiques techniques et administratives liées à la conception et à la gestion des équipements spécifiques communs, à l'organisation, à l'exploitation des campagnes océanographiques et la mise en valeur de la mer soient confiées à l'établissement public chargé de préparer et de suivre les programmes de recherches » : la DGRST, avant tout un état-major dont l'intervention repose sur une conception d'action concertée19 ne pouvait devenir un organisme de gestion.

Il en va de même pour l'Institut national de la Santé et de la Recherche médicale (INSERM) résultat de la transformation en 1964 de l'ancien Institut national d'Hygiène (INH) créé en 1941 et se substituant lui aussi à l'État en 1965 dans les conventions de recherche médicale au titre des actions concertées Cancer et Leucémie, Fonctions et maladies du cerveau et applications de la génétique<sup>20</sup>. Le dernier groupe de ces nouveaux instituts des années 60 représenté par l'Institut national d'astronomie et de géophysique (INAG) est l'aboutissement de l'idée de création d'un organisme fédérateur pour une discipline en l'occurrence l'astronomie, l'astrophysique et la radioastronomie.

16. AN 81/0401, art 63, Husse 157, note sur l'Institut d'Informatique et d'autumatique, 28 février 1966.

En 1963, le CCRST évoque de nouveau l'idée d'instituts nationaux de recherche; cette idée évoquée en réunion CCRST-CIRST et entraînant une modification des statuts CNRS avait été rejetée une première fois en 195921

Il ne s'agit plus en 1963 d'instituts créés sur un programme ou un thème de recherche d'intérêt national, mais plutôt de regroupe-

ment de movens et d'hommes.

Il s'agit principalement de résoudre les problèmes de la recherche lourde, quasi industrielle. Il ne sera pas créé de nouvelles structures mais compte tenu des conditions statutaires du CNRS et de l'Université, de nouvelles règles permettront d'apporter plus de souplesse au CNRS. Ainsi ces instituts pourront être des instituts mixtes CNRS-départements ministériels ou bien CNRS-Universités. Le CIRST réuni le 12 mars 1965, arrêtera les principes d'une réforme de l'organisation financière et statutaire du CNRS permettant la création d'instituts autonomes22. Le décret de création de l'INAG au sein du CNRS sera publié le 11 septembre 1967. Ces liaisons entre recherche fondamentale et recherche industrielle, la collaboration entre laboratoires de l'État-CNRS et Universités sont évoquées par le CCRST dans son rapport au CIRST du 29 mars 196623. Le Comité reprend les conclusions de M. Saint-Geours en souhaitant que l'on puisse développer, je cite, « les liaisons entre recherche fondamentale et recherche industrielle, les contrats entre Industrie et laboratoires de recherche fondamentale, de protéger et mettre en valeur les inventions, d'encourager l'innovation ... » Pour ce faire, un financement supplémentaire de l'ordre de 2000 MF est indispensable pour atteindre en 1970, les objectifs du ve Plan, « assignant à l'effort de recherche national, un niveau global de 2,5 % du PNB, taux atteint en 1963 par la Grande-Bretagne ... »; création en 1965 pour les entreprises, d'une aide spécifique remboursable à 50 % en cas de succès appelée aide au développement, et des mesures fiscales (crédit d'impôt). Les deux secteurs appelés à bénéficier en 1965 de l'aide au développement furent la construction mécanique, la construction électrique et électronique. En 1966, on allait y adjoindre la chimie et la métallurgie. De 1965 à 1978, la DGRST va gérer effectivement la procédure d'aide au développement des résultats de la recherche, tournée vers l'innovation dans l'industrie. Cette procédure à compter de 1979 est reprise par l'ANVAR et devient aide à l'innovation24.

23. AN 81/0401, art 63, liasse 157

<sup>17.</sup> AN 81/0401, art 63, liasse 158, projet de foi portant création d'organismes de recherche. Ce mini projet de loi prévoit également la création de l'Agence nationale de valorisation de la Recherche. ANN 81/0401 de la Recherche de la Rec nale de valorization de la Recherche (ANVAR) et l'IRIA, tous trois établissements publics dotés de l'autonomie financière. I novembre 1966

<sup>18.</sup> AN 81/0401, art 61, Hasse 152, projet d'exposé des motifs, 4 décembre 1963 ; art 62, liasse 133, projet de loi, 19 février 1964

<sup>19.</sup> programme de recherche placé sous le contrôle d'un Comité scientifique et financé par le Fonds de la recherche scientifique et technique.

<sup>20.</sup> AN 81/0401, art 61, liasse 150, l'Institut national d'Hygiène, 18 octobre 1962 : liasse 151, tappon de M. Fauvert sur l'INH, février 1963 ; liasse 152, remarques du CCRST sur l'INH de des la liasse 152. remarques du CCRST sur l'INH, 19 décembre 1963 ; art 63, liasse 158, rapport du Comité sur l'INSERM et l'INH, 19 décembre 1963 ; art 63, liasse 158, rapport du Comité sur l'INSERM et les moyens à lui accorder, 27 mai 1966

<sup>21.</sup> Darmon (Gérard), « La mise en place d'un Institut national au sein du CNRS: l'INAG », in Cahiers pour l'Histoire du CNRS, 1939-1989, nº1, 1988, p. 73-75, 87

<sup>22.</sup> AN versement 81/0401, art 63, liasse 157, note établie par M. Ducher, sur les modifications apportées aux structures de la recherche au Ministère de l'Éducation nationale, 3 février 1966.

<sup>24.</sup> Versement AN 82/0475, fonds DGRST, Division de l'uide au développe-

Un rapport de la DGRST sur l'intervention en faveur du développement des résultats de la recherche, soumis en réunion du CCRST le 4 mai 1966<sup>23</sup>, estimait qu'après deux ans de marche effective précédés de deux ans d'études, l'aide à la recherche-développement devrait en 1967, croître suffisamment pour peser réellement et à court terme sur l'évolution de l'industrie nationale...

Ainsi que le souligne Gaston Palewski alors Ministre d'État chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales, dans une note adressée au Premier Ministre le 10 septembre 1963, « l'ampleur des fonds publics consacrés à la Recherche et au Développement au titre des programmes gouvernementaux permet ainsi à l'industrie d'outre-Atlantique de renouveler sans cesse son champ d'intérêt et d'être pratiquement sans rivale dans le monde sur un grand nombre de techniques-clefs ».

## Régionalisation

Les dispositions prises en faveur du développement et de la décentralisation industrielle vont rendre possible l'association géographique d'un grand nombre d'installations de recherche. Ce groupement s'impose en raison de la complémentarité croissante de certaines disciplines et de l'existence d'équipements de plus en plus lourds et coûteux.

Aussi, dans la séance du 28 octobre 1964, la commission de la Recherche du v\* Plan définissait les principes qui doivent guider une localisation volontaire des investissements de recherche, à la demande du Ministre d'État chargé de la recherche scientifique et du Délégué général de l'Aménagement du Territoire. Un groupe de travail présidé par le Professeur Denisse fut constitué et chargé d'en étudier les problèmes.

Dans son rapport présenté le 26 mars 1965 aux membres du CCRST, M. Denisse définissait les métropoles de recherche en rapport avec leur implantation géographique, la proximité ou non d'un enseignement supérieur, la nature de l'activité économique et industrielle de la région, l'infrastructure scientifique existante et les facilités de communications existantes et futures. Les agglomérations voisines de Lyon et Grenoble, Aix-Marseille étaient pressenties, préfigurant les pôles régionaux de la recherche<sup>25</sup>.

En conclusion, nous pouvons dire que le CCRST, un court instant Conseil provisoire de la politique de recherche scientifique et technique lors des événements de mai 1968 (Doc. 10), fut bien autre

25. Versement AN 81/0401, art 63, liasse 157
26. Versement AN 81/0401, art 62, liasse 155. La DGRST mit en place, à compter de 1973, une action spécifique portant sur la localisation des équipes de Recherche. Celle-ci devint en 1977 Régionalisation de la Recherche. Elle était gérée par la Division de l'emploi scientifique et des structures de la Recherche.

chose qu'un simple organe consultatif au sein des structures administratives de la Recherche (Doc. 9)<sup>22</sup> : en fait, un véritable « Ministère de la Recherche » avant la lettre. Ce fut l'outil d'expression des scientifiques, la pierre angulaire du paysage de la Recherche actuel.

### SOURCES D'ARCHIVES COMPLÉMENTAIRES

### CNRS :

Fonds d'archives versés notamment sous la cote: AN/80 0284 CNRS/AN, Inventaire des archives du Salon des Arts ménagers, 1923-1983, t. 1 et 2 (Fonds de l'ONRSI notamment)

### Archives nationales :

Fonds d'archives du Secrétariat général du Gouvernement et services du Premier Ministre et des Ministères de l'Éducation nationale et de l'industrie

### BIBLIOGRAPHIE

Au titre des sources secondaires complétant toute recherche, il est recommandé de consulter les périodiques et ouvrages publiés et (ou) conservés par la DGRST puis le Ministère. Citons les plus marquants:

#### Ouvrages

- Actes des Journées internationales De Gaulle en son siècle organisées par l'Institut Charles de Gaulle (Paris, 19-24 novembre 1990), Paris, la Documentation française, 1990, 4 vol.
- Actes du Colloque Recherche et Technologie, Paris, la Documentation française, 1982, 7 vol.
- BERQUE (Jacques), Recherche et coopération avec le Tiers-Monde,



MARÉCHAI, (André), L'élaboration de la politique scientifique en France,
 Rome, 1966, p. 14 — cet organigramme est à rapprocher de l'annexe sur les atructures administratives de la Recherche en 1963.

rapport au Ministre de la Recherche et de l'Industrie, Paris, la Documentation française, 1983, 122 p.

 BROCCARD (Madeleine), Recherche scientifique et développement régional en France, thèse de Doctorat d'État, Paris, Université Paris 1, 1978, 455 p.

 CARRAZ (Roland), Recherche en éducation et en socialisation de l'enfant, rapport de Mission au Ministre de l'Industrie et de la Recherche, Paris, la Documentation française, 1983, 424 p.

— CATY (G). Le Système de la recherche: étude comparative de l'organisation et du financement de la recherche fondamentale, vol. 1: Allemagne, France, Royaume-Uni, Paris, OCDE, 1972-1975, 260 p.

 CAUSSE (Jean-Pierre), Les Maiériaux, rapport au Ministre de la Recherche et de l'Industrie, Paris, MRI, 1982, 202 p.

 CHARBAL (Robert), Rapport à Monsieur le Secrétaire d'État à la Recherche sur le financement de la Recherche, Paris, DGRST, 1980, 43 p.

 CHARTIER (Philippe), TAZIEFF (Haroun), Maîtriser l'énergie, tapport au Ministre de la Recherche et de l'Industrie, Paris, 1983.

COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN, Rapport de la commission de la Recherche et du développement technologique: LOP 1982çuise, 1985, 111 p.

COMMISSARIAT GENÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRO-DUCTIVITÉ, se Plan 1962-1965, la Recherche scientifique et technique, rapport du Délégué général délibéré avec le CCRST, 1961, Paris, la Documentation française, 1962, 366 p.

 COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRO-DUCTIVITÉ, DGRST, la Recherche scientifique et technique V PLAN, 2 vol., Paris, la Documentation française, s.d., tableaux.

Construire l'avenir, livre blanc sur la recherche présenté au la Documentation française, s.d., tableaux. Président de la République, préfacé par M. Pierre Aigrain, Paris, la Documentation française, 1980, 530 p.

 DGRST, l'état des sciences et des techniques françaises, rapport de synthèse, Paris, 1979, 67 p.

DORST, Schéma-Directeur de la Recherche, Paris, la Documentation

Guerrise, 1977, 252 p.

— GILPIN (Robert), La Science et l'État en France, Paris, Gallimard,

GODELIER (Maurice), Les Sciences de l'Homme et de la Société en France, rapport au Ministre de la Recherche et de l'Industrie,
 GOLDSCHMIDT (BARRELLE)

Goldschmidt (Bertrand), Le complexe atomique, histoire politique de l'énergie nucléaire, Paris, Fayard, 1980, 492 p.
 Goldschmidt (Bertrand), Pionniers de l'atome, Paris, Stock, 1987, 484 p.

— GROS (François), JACOB (François), ROYER (Pierre), Sciences de

la vie et Société, rapport au Président de la République, Paris, la Documentation française, 1979, 288 p.

 Le Bolloc'u-Puges (Chantal), La politique industrielle française dans l'électronique, Paris, l'Harmattan, 1991, 252 p.

 MATTELART (Armand), STOURDZE (Yves), Technologie, culture et communication, Paris, la Documentation française, 1983, 200 p.
 MERCOUROFF (Wladimir), Les Chemins de l'informatique, Paris,

Armand Colin, 1991, 163 p.

 MINISTERE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, L'Office national des Recherches scientifiques et industrielles et des inventions, son historique ses attributions, son organisation, ses installations, ses résultats, Belle-vue, 1932, in 4°, 88 p., organigrammes, photos, annexes.

 PFLAUM (Rosalynd), Marie Curie et sa fille Irène : deux femmes, trois Nobel, Paris, Belfond, 1992, 449 p.

 PIGANIOL (Pietre), La Recherche malmenée, Paris, Larousse, 1987, 286 p.

 WEART (Spencer R), Scientists in power, Harvard University press, 1979.

### Périodiques

- Cahiers pour l'Histoire du CNRS 1939-1989, 1988, nº 1...
- EIDELMAN (J.), Jean Petrin et le Palais de la Découverte in Revue du Palais de la Découverte, vol. 20, n° 197, avril 1992, pp. 30-45
- le Projet Manhattan: histoire de la première hombe atomique in les Cahiers de sciences et vie, hors série, nº 7, février 1992
- Le Progrès scientifique, 1961-198138
- Fonds de la Recherche, les actions concertées, rapport d'activité. 1961-1965 (5 vol)
- Rapports d'actions concertées 1966-1968 (Le Progrès scientifique, n° spéciaux)
- Programmes d'actions concertées 1966-1970
- Les moyens consacrés par l'État à la Recherche et au développement 1964-1969 (7 vol)
- Les moyens consacrés à la Recherche et au Développement dans l'industrie française en 1966-1967 (2 vol)
- Recherche et développement dans l'industrie en France, 1970-1973 (2 vol)

ainsi que les publications des actes de colloques-bilan d'actions concertées (capteurs, neurosciences...)

<sup>28.</sup> La Mission Recherche a procédé au dépouillement de cette revue et constitué un fichier auteurs-matières sur l'ensemble de la collection; ce fichier est à la disposition des chercheurs et consultable sur place.

Ministère

— Recherche et technologie, revue trimestrielle, nº1-6 (1986-1988). Le nº1 traite notamment du Plan triennal 1986-1988 et de la Cheste de Verenal de Plan triennal 1986-1988 et de la

Charte de Hanovre pour Eurêka.

— Recherche et technologie, lettre d'information mensuelle du MRT depuis sa création. Le n°75-76 de mai-juin 1991 est consacré aux « 10 ans pour la Recherche et la technologie » (1981-1991), ainsi que tous ouvrages publiés dans la collection ÉTUDES par le Ministère.



Fichier is:

# État des versements

### NOTES LIMINAIRES

Cet état des versements rassemble depuis 196429 jusqu'en 1989 inclus, toutes les collectes effectuées par les Archives nationales, dans le domaine de l'administration de la Recherche, versements d'archives antérieurs pour une partie, à la création de la Mission « permanente » des Archives nationales en juin 1982.

Ces archives, maillon d'un ensemble de fonds contemporains des administrations centrales gérés et stockés au Centre des archives contemporaines à Fontainebleau — dépôt des Archives nationales pour les archives récentes — échappent au traitement classique de la cotation connue des chercheurs : celle du cadre de classement des

Archives nationales.

A compter de 1958<sup>30</sup>, le flux des Archives des administrations centrales est enregistré et coté de façon définitive par ordre d'arrivée toutes administrations centrales confondues, à Fontainebleau. Les cotes en amont de celles-ci sont des cotations internes propres à chaque Mission<sup>31</sup>.

29. cf chapitre : « note de l'auteur ».

 Dans cet État des versements, vous rencontrerez 3 sortes de cores internes : (amérieurement à juin 1982) IND : Mission Industrie — RST : Recherche scienti-

<sup>30.</sup> Cette céaure peut paraître arbitraire mais les sections scientifiques des Archives nationales ont leur champ de compérences défini par grandes périodes historiques : la section uncienne: l'ancien Régime; la section moderne : Révolution française-sur République (10 juillet 1940); la section contemporaine : Vichy-tv' République; la section des Missions : v' République. Il est évident que certains fonds peuvent anticiper ou aller au-delà de la césure. Ceci est particulièrement vrui pour les deux dernières sections historiquement liées pour les recherches dans le domaine qui nous intéresse.

La cotation définitive attribuée par Fontainebleau est composée de deux parties : les deux premiers chiffres portent sur l'année; les autres constituent le ne d'ordre d'arrivée dans le dépôt. Ce qui explique l'absence de continuité de cotation tout au long de cet état des versements.

Autre particularité: chaque versement annonce outre le sommaire de son contenu, le service versant (SV) et ce qui nous a paru réellement nécessaire dans le cas de la Recherche où la mouvance de l'administration centrale dans son organisation est grande, le service d'origine (SO). La recherche historique sur le plan institutionnel ne peut que s'en trouvée facilitée32,

A la disposition de l'utilisateur également :

- l'État général des fonds de la DGRST (1958-1981) établi par la Mission Recherche. Il porte sur les fonds versés au Centre des Archives contemporaines à Fontainebleau jusqu'en 1983 inclus et les 123 premiers fonds conservés pour une grande partie encore, en archives intermédiaires. Ce guide est le fit conducteur dans les diverses mouvances d'organisation administrative de la DGRST, grâce notamment aux introductions en tête de chaque division administrative.

- l'application informatique PRIAM 3 élaborée par Fontainebleau, avec le concours des Missions, base de données portant sur le dépouillement de l'ensemble des versements définitifs. reçus à Fontainebleau et consultable au Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (CARAN) 11, rue des quatre-fils

Fonds d'archives propres et fonds apparentés

Ce récapitulatif des archives versées portent sur des fonds : d'organes consultatifs et de coordination (CSRSPT, CCRST)

 d'organismes interministériels (BNIST, MIDIST, CPE) DGRST (Divisions administratives et financières, secteurs scientifiques)

- Ministère (idem)

Le fonds d'archives le plus ancien sur la recherche est celui du CSRSPT (Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du Progrès

fique et Technique; (à partir de 1982) RE : Registre des Entrées des archives inter-midiaires

technique)33 de 1954 à 1958, contenu dans le versement AN 77/321 (art 970-985); le document le plus ancien de la Mission à ce jour, est le Rapport sur la Recherche scientifique présenté le 15 février 1949 par MM. Barrée, Inspecteur général de l'Instruction publique et Fouquet, Chargé de mission à la Présidence du Conseil, rapporteurs au Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des

services publics34.

Par des fortunes diverses, certains documents de fonctionnement d'organismes de recherche figurent dans les anciens versements et (ou) sont conservés dans des fonds apparentés : c'est le cas notamment de l'INH (Institut National de l'Hygiène), ancêtre de l'INSERM, du CNEXO<sup>15</sup> et du CNES<sup>36</sup>. Si ces trois organismes figurent en bonne place dans le versement 77/321 par suite de collecte artificielle dans des caves après déménagement, sans filiation explicite, il n'en va pas de même pour le deuxième versement CNES. Celui-ci versé sous la cote AN 86/0235 (art 33-37) par le département Espace-Océan-Environnement, vient du fait de l'appartenance. antérieure de M. Jean-Max de Lamare, Chef de ce département scientifique, au CNES, en qualité de Directeur des programmes et de la politique industrielle jusqu'en 1976.

Autres fonds apparentés : Les Missions prioritaires de la Recherche. Ces missions d'études concernent des secteurs prioritaires de la Recherche, Créées par le Ministre d'État, Ministre de la Recherche et de la Technologie elles ont pour objet, dans chaque secteur concerné, d'inventorier les moyens disponibles, de définir des programmes d'actions prioritaires de recherche et de développement technologique à moyen terme, de préciser les coordinations nécessaires entre les acteurs concernés ainsi que les réformes de structure à envisager. Les travaux des groupes d'études chargés de conduire les missions s'exercent en liaison étroite avec les départements ministériels intéressés. La Mission relevant du secteur pripritaire Energie et versée avec les fonds d'archives du Département Énergie-matières premières (versement AN 85/0245) couvrait deux préoccupations majeures :

- l'utilisation rationnelle de l'énergie et la diversification des sources énergétiques

- la géothermie

<sup>32.</sup> Les poims essentiels quant à l'organisation de l'administration centrale du ministère sont, de 1981 à 1989 : juillet 1982, le MRT fusionne avec l'Industrie et prend le nom, pour une brove négode de Ministration de l'Industrie et l'actual de l'administration de l'Industrie prend le nom, pour une brêve période, de Ministère de la Recherche et de l'Industrie (MRI); à compter de mara 1983, celui de Ministère de la Recherche et de l'Industrie (MIR) jusqu'en 1984 où le MIP. (MIR) jusqu'en 1984 où le MRT réapparait. En 1986, ce Ministère est rattaché à l'Éducation nationale et de la MET réapparait. En 1986, ce Ministère est rattaché à l'Éducation nationale et devient Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (MRES) internée par l'égy de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (MRES) jusqu'en mai 1988 date à luquelle réapparaît pour la F fois, le MRT, un instant rattaché au Ministère de la Recherche et de l'Enseigneu-MRT, un instant rattaché au Ministère de la luquelle réapparaît pour la F fois, le MRT, un instant rattaché au Ministère de l'Éducation nationale. En juillet 1988, il devient un véritable Ministère de l'Éducation nationale. En juillet 1988, il devient un véritable Ministère de la Recherche et de la Technologie à part entière.

<sup>33.</sup> Ce fonds est cependant très lacunaire. Il peut être complété par des pièces CSRSPT conservées dans le fonds Neel appartenant à la Mission CNRS et vernéaux AD de l'Isère sous la cote 6888 W.

<sup>34.</sup> Ce rapport dit Rapport BARREE est conservé dans les fonds de la Mission Recharche sous la cote RE 104 supplément.

<sup>35.</sup> Ces 3 organismes figurent dans le 77/321 dans les articles suivants : INH (362, 1027) - CNEXO (465-476 bis) - CNES (410-464 bis). Il convient de consulter également le fonds 81/0401 pour la création de l'INSERM héritier de l'INH et du CNEXO initialement CNEO.

<sup>36.</sup> Quelques documents sur la préhistoire du CNES — le Comité des recherches spatiales — figurent un peu dans le 77/321 et dans l'ancien fonds documentaire de la DGRST sous la cote RE 130/31 (Mission Recherche)

Il fut demandé à MM. Chartier et Tazieff de présider ces deux groupes de travail. Nous possédons le fonds de la Mission Chartier dans AN 85/0245.

Les travaux de cette Mission ont abouti également à la création du Programme mobilisateur nº 1 intitulé Production et utilisation rationnelle de l'énergie et diversification énergétique rattaché à la Direction générale de la Recherche et de la Technologie/Service de programmation de la Recherche et figure sur l'organigramme du

Ministère en 1985.

A noter qu'un certain nombre de ces Missions prioritaires dont fait partie la « Mission Chartier » ont été définies dans le cadre du Colloque Recherche et Technologie en janvier 1982. Ce fut un véritable événement scientifique conditionnant pendant des années la politique de la Recherche. De cette consultation nationale de la communauté scientifique lors de ses assises régionales (octobre-novembre 1981) puis journées nationales (13-16 janvier 1982), présidées par M. Chevenement, des orientations essentielles seront dégagées :

- projet de loi d'orientation et de programmation de la Recherche projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur - Missions prioritaires de la Recherche et élaboration de pro-

grammes mobilisateurs

- Information sur les techniques de pointe

- coopération internationale accrue

Ce colloque peut être comparé dans l'Histoire de la Recherche. au colloque de 1956 sur la Recherche et les Universités dit colloque de Caen, celui-ci dégageant à l'époque, un projet global de déve-

Des décisions prises lors du Colloque Recherche et Technologie de 1982, sont apparues les applications suivantes :

Loi d'orientation et de programmation de la Recherche 1982-1985 suivie du Plan triennal pour la Recherche 1986-1988

projet de loi sur l'Enseignement supérieur dit Loi Devaquet dont le retrait par le Premier Ministre eut lieu le 8 décembre 1986

 diablissement de 7 programmes mobilisateurs
 création en 1983 du Centre d'Études des Systèmes et des création en 1983 du Centre d'Études des Systèmes d'infor-Technologies avancées (CESTA) afin de répondre aux besoins d'information sur les techniques de pointe. Cet EPIC sera dissous le 31 décembre 1987.

au titre de la coopération internationale, il faut citer notant

ment l'organisation du colloque franco-japonais.

Le fonds du Colloque Recherche et Technologie est le dernief fonds apparenté et non des moindres. Ses actes ont été publiés.

Fonds recherche et recherche historique

Les fonds d'archives Recherche peuvent donner lieu à deux types d'études :

- l'étude de la politique de l'État en matière de recherche scientifique (choix des objectifs, moyens mis en oeuvre, structures) et l'impact de la France dans le domaine de la coopération scientifique internationale.

- l'étude d'une science ou d'une technique et de son évalua-

Mais pour toute recherche historique qu'elle soit insti-tutionnelle ou Histoire des sciences, certains fonds sont « incontournables ».

Il s'agit :

du Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST) (versement AN 81/0401) dénommé également Comité des 12 sages. Pour la période 1958-1978, celui-ci retrace la création, l'organisation des instances administratives de la Recherche et des grands organismes de recherche, la mise en place de la politique de la Recherche et son évolution.

- des archives du Plan et de la Commission de la Recherche scientifique et technique dont nous avons évoqué l'importance croissante. La DGRST participait à son élaboration et en était le bras séculier. D'abord conservés dans un fonds à part entière (AN 77/1624), ces documents devront par la suite être lus au travers de versements de secteurs scientifiques, des archives de Direction en particulier du Cabinet de la DGRST et de la Division des Études et du Plan.

- du versement 77/321, premier versement administratif de la Recherche pour la période 1954-1976 où se trouvent rassemblées nous l'avons déjà évoqué - les archives du CSRSPT, du CCRST et de la DGRST (création et organisation des divisions administratives et secteurs scientifiques). Se trouvent notamment conservées les 9 premières actions concertées avec les délibérations de ces comités sejentifiques, base de l'orientation de la politique de la Recherche de l'État dans les années 60.

1) Quant aux fonds plus spécifiques permettant d'étudier la participation aux grandes décisions d'orientation de la Recherche :

- les travaux du Conseil supérieur de la Recherche (1954-1958)37 et des procès-verbaux et dossiers de séances du CCRST (déià cité) et du CIRST (1959-1978)34.

Parmi les fonds collectés par la Mission, en cours de classement : - la programmation et la coordination des recherches, dans les

fonds de la Direction puis de la Présidence de la Mission scientifique et technique<sup>30</sup>. Instance administrative de la DGRST puis du

37. Ce fonds d'archives bien qu'antérieur à la DGRST fut versé lors du déménagement de celle-ci au 35, rue St Dominique et coté 77/321

38. Voir AN 77/321 et AN 81/0401 : fonds du CCRST où figure de nombreus documents CIRST, Idem pour le deuxième versement CCRST saus la cote 87/0325. Certaines délibérations du CIRST sont conservées également dans l'ancien fonds documentaire DGRST (Ministère Recherche, RE 130).

39. Ces fonds ont été versés par M. Farge, Directeur de la MST/DGRST puis MST/MRT et M. Chabbal, Président de la MST de 1983 à 1986 (versement Ministère jusqu'en 1986, elle a contribué à l'élaboration du Schéma d'orientation scientifique et technique (SOST), une des émergences du Colloque Recherche et Technologie. Le SOST constitue une véritable programmation de la Recherche.

 le fonds d'archives de la Direction de la politique générale de la Recherche (M. J.F. Thery, Directeur, versement AN 90/0593).

— les dossiers budgétaires contenus dans la Division des Affaires budgétaires, du fonds de la Recherche et dans les secteurs scientifiques où affluent les besoins des grands organismes de recherche.

Au titre de l'élaboration des textes législatifs, notamment celle de la loi d'orientation et de programmation de la Recherche, il est nécessaire de consulter:

— le fonds d'archives de la Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT) (M. Roland Morin, Directeur, versement AN 90/0594).

 les archives de Direction notamment les Cabinets ministériels
 le Conseil supérieur de la Recherche et de la Technologie (CSRT)<sup>40</sup>.

— le Colloque Recherche et Technologie (Fonds d'archives ADEMAST et celui du Service d'Information et de Communication/Centre de Documentation) cité ci-dessus dans les fonds apparentés.

Au titre de la politique de la recherche en information scienti-

fique et technique :

— le fonds du Burcau national de l'Ini

 le fonds du Bureau national de l'Information scientifique et technique (BNIST) peut être consulté (1973-1979)<sup>41</sup>.

AN 92/0559). A cette date, disparaît la MST et la coordination entre les départements scientifiques est assurée de 1986 à 1988 par deux nouvelles instances :

— la Délégation à la Recherche regroupant les secteurs de recherche funda-

mentale;
— la Délégation à l'Innovation et à la Technologie (DIT), pour la recherche

appliquée.

A compter de 1989, cette coordination est reprise par la Direction scientifique et technique (DST) coiffant l'ensemble des départements scientifiques au nombre infiniment plus restraint.

A noter que la DIT citée ci-dessus ne doit pas être confondue avec l'anciense DIT du Ministère de l'Industrie qui cut cours jusqu'en 1982, date à laquelle elle donns maistance à la Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI) du MRT cile-même abrogée en 1984, lors du second MRT.

40. Le Conseil supérieur de la Recherche et de la Technologie (CSRT) institué en juillet 1982, constitue la nouvelle assemblée des Sages dont les membres sont au nombre de 40, nummés par le Ministre dont le vice-président. Successeur du CCRST, cet organisme est placé auprès du Ministre de la Recherche et présidé ne fui.

41. Voir AN 86/0236. Créé par décret du 5 févrior 1973, le BNIST, organe interministériel selevant de l'Industrie, fin semplacé en septembre 1979, par la Mission interministérielle de l'Information setemifique et technique (MIDIST). La MIDIST, d'abord sous tutelle de l'Industrie, fut placée sous celle du MRT en 1982. Elle fut abrogde lors de la création par décret du 31 juillet 1985 de la Détégation à l'information, à la communication et à la culture scientifique et technique (DIXIT).

Au titre de la coopération scientifique internationale :

In Division des Affaires internationales renferme des dossiers intéressant l'étude comparative de la recherche en France et à l'étranger : rapports de missions, notes des conseillers scientifiques auprès des ambassades<sup>42</sup>.

Au titre de l'information scientifique et technique et de la coopération scientifique internationale, la Mission a collecté les fonds du Centre d'Études des Systèmes et des Technologies avancées (CESTA). Cet EPIC créé par décret du 22 février 1983, sera dissous le 31 décembre 1987. Il faut noter que cet organisme assurait le secrétariat exécutif du groupe TCE (Technologie-croissance-emploi) communément appelé groupe de Versailles et, à ce titre, a mené une action importante pour l'élaboration du programme EURÉKA. Parmi ces fonds, figure également une importante collection de vidéocas-

2) Étude d'une science ou d'une technique et de son évalua-

On peut consulter par exemple :

settes.

— les procès-verbaux et dossiers de séances des Comités scientifiques<sup>43</sup>, conservés dans la division du fonds de la Recherche puis les secteurs et départements scientifiques. Ces instances, de la DGRST au MRT, gèrent l'attribution et contrôlent l'utilisation des subventions accordées sur la recommandation des Comités dont elles assurent le secrétariat.

— les aides à la Recherche : Les dossiers d'aides à la recherche ne sont pas « que » des documents comptables mais ont une partie scientifique représentée par le rapport de fin de contrat soldant le dossier d'aide et pour les secteurs scientifiques, en ajout à ce rapport, le rapport annuel d'avancement des travaux exigé par ces secteurs avec plus ou moins de rectitude et ce, jusqu'au début des années 80. La demande d'aide à la recherche jointe au dossier, fournit également de précieux renseignements sur l'évaluation du coût de la recherche proposée, tant en personnel que matériel scientifique.

Ces aides à la recherche sont donc conservées jusqu'en 1983 inclusivement en double série :

 dans chaque secteur scientifique, les dossiers groupés par action concertée et par année de constitution, sont versés à l'occasion de l'archivage du secteur.

rattachée au Cabinet du MRT. La DIXIT reprit les attributions, le personnel et les fonds d'archives de la MIDIST. Restent en cours de classement à la Mission, les fonds d'archives de la MIDIST. Sous la cute AN 89/0235, figurent les conventions BNIST-MIDIST-DIXIT versées par la Délégation à l'information scientifique et technique (DIST) du MRT, successeur de la DIXIT.

Voir AN 82/0254.
 Les archives des 9 premières actions concertées sont conservées dans AN 77/321.

— conservées et versées régulièrement par la Division du Fonds de la Recherche puis Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) de la DGRST; par la Direction du financement de la Recherche (DFR) puis Direction de l'Administration et du Financement de la Recherche (DAFR) du Ministère, cette seconde série se présente toutes actions concertées confondues, versée par année de solde. Cette collection a l'énorme avantage d'être exhaustive et d'être accompagnée d'index informatisés par thèmes de recherche et organismes bénéficiaires depuis cette année (1989); l'application informatique démarre elle-même sur les dossiers de 1984. De partiels ces index deviendront, avec le temps, de plus en plus complets et seront de bons outils de recherche dans ces fonds.

A compter donc de 1984, les dossiers appartenant à la DFR/DAFR étant informatisés d'une part et d'autre part, les rapports annuels d'avancement des travaux n'étant plus sollicités par les départements scientifiques, la Mission ne conserve depuis cette date que la collection DFR/DAFR figurant dans cet état des versements, sous les

intitulés suivants :

38

Aides à la recherche scientifique et technique
 Aides aux nouvelles technologies, prospective
 Aides à la recherche industrielle, innovation
 Information et culture scientifique et technique

Il ne faut cependant pas écarter de la consultation les fonds des secteurs scientifiques pour leur conservation des archives des comités d'actions concertées (PV Réunions, Recommandations) que ne contient pas la collection de la DFR/DAFR. Il est souvent possible de relever un suivi scientifique plus complet par la conservation de rapports annuels sur le déroulement de la recherche. Certains accteurs ont fait l'objet de classements et d'inventaires approfondis recherche biomédicale (1960-1982), énergie et matières premières (1970-1982), agronomie et pays en voie de développement (1964-1980), espace, océan, environnement (1966-1983), Information scientifique et technique (1973-1987). Chaque fonds se divise en deux : la gestion du secteur, les comités et décisions d'aide.

Les rapports de fin de contrat sont conservés également au Centre de documentation du CNRS<sup>44</sup>. Les recherches historiques sont facilitées par des catalogues des rapports de fin de contrat publiés par le Centre de documentation du CNRS à partir de 1968.

A noter à cette occasion que le Centre de documentation du Ministère conserve les rapports de fin de contrat de l'ensemble des départements scientifiques pour les dix dernières années.

Pour compléter cette vue d'ensemble sur les aides à la Recherche, il ne faut pas non plus sous-estimer la recherche industrielle, l'aide au développement attribuée de 1965 à 1978 à des entreprises axées sur l'innovation (AN 82/0475). Les dossiers d'aide au développement servent à l'étude des applications industrielles de la recherche. Ils sont également une photographie de l'entreprise à un moment donné par la fourniture annuelle de bilans financiers, exigée par le Crédit national. La procédure mise en place en 1965 avait pour objet de faciliter la mise au point dans l'industrie, des procédés, matériaux et techniques nouvelles. Les demandes sont instruites techniquement par chaque ministère, financièrement par le Crédit national et gérées jusqu'en 1979 par la DGRST puis par l'ANVAR; cette aide devient alors aide à l'innovation.

Dans les années 80 devront être consultés les dossiers d'aide aux grands groupes industriels sous forme de contrats de programme — sorte d'enveloppe globale allouée pour un ensemble de recherches — et les contrats de Plun État-Région concourant à la régionalisa-

tion de la Recherche.

L'inventaire des possibilités de recherche qu'offrent ces fonds d'archives a été dressé en fonction de la « commissance sur le terrain ». Il se veut indicatif et non exhaustif. Il est ouvert à toutes les évolutions possibles.

S'ensuit l'état des versements proprement dit<sup>45</sup>, accompagné d'annexes et d'un index permettant au lecteur un premier regroupement thématique et institutionnel pouvant l'aider dans sa recherche.

VERSEMENTS 1977-1989

77/321....

#### RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST), généralités, comités et commissions, groupes de travail, réuntons, travaux, budget, organismes de recherche, enquête outre-Mer, documentation, 1939-1975

Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du Progrès technique (CSRSPT), généralités, commissions, organismes de recherche, affaires internationales, documentation, 1954-1958

DGRST, création, organisation, 1959-1968; Divisions administratives: Cabinet, 1958-1974 — Affaires internationales, 1954-1974 — Études et Plan, 1959-1974 — Fonds de la Recherche, 1957-1970 — Information et Relations extérieures, 1964-1973; Secteurs scientifiques; généralités, comités et commissions, affaires internatio-



<sup>44.</sup> Le Centre de documentation du CNRS a été abrogé lors de la création le 15 mars 1988 de l'INIST à Nancy (2, allée du Parc de Brabois 54514 Vandoeuvrelès-Nancy Cedex). Cet institut conserve l'ancien fonds documentaire du CNRS et reçoit depuis cette date les rapports de fin de contrat.

<sup>45.</sup> Mention à chaque versement du service versant (SV) et du service d'origine et de sa filiation (SO)

nales, organismes de recherche, comités d'actions concertées, 1953-1976

160 ml. (1600 liasses).....1939-1976 communicable 30 ans

> S.V.: DGRST, Affaires scientifiques de Défense

S.O. : 1

77/324....

AIDES À LA RECHERCHE SCHINTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide# fin IIIF-IV\* Plans

75 ml. (750 liasses)......1960-1965 communicable 30 ans

> S.V.: DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC)

S.O.: DGRST, Division du fonds de la Recherche

77/387....

(cote interne IND 2010-2592 RST 56-638)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, v\* Plan

97 ml. (970 liasses)......1966-1970

communicable 30 ans

S.V.: DGRST, DAGC

S.O.: DGRST, Division du Fonds de la Recherche 77/606.... (cote interne RST 1-55)

FONDS DE LA RECHERCHE

Développement des principaux axes de recherche : groupes de travail, notes, rapports, enquêtes ; comités techniques ; grands groupes industriels, brevets, 1956-1970

#### AFFAIRES INTERNATIONALES

Coopération bilatérale notamment coopération franco-soviétique, échanges de chercheurs, Missions à l'Etranger, rapports des conseillers et attachés scientifiques d'ambassade, organisations internationales, documentation, 1950-1968

18 ml. (180 linsses).......1950-1970

communicable 30 ans

S.V.: DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC)

S.O.: DGRST, Division du Fonds de la Recherche — DGRST, Division des Affaires internationales

77/1531....

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide (rapports de fin de contrat), me-v\* Plans (1960-1970) (opérations terminées en 1961-1972)

Transports, projets de recherche, rapports, 1973

14 ml. (140 liasses)......1960-1973

communicable 30 ans

S.V. : DGRST, DAGC

S.O.: DGRST, Division du Fonds de la Recherche

77/1624....

IV" PLAN

Commission de la Recherche scientifique et technique, PV réunions, 1960-1963



Cette appellation bien que postérieure (1974) a été choisie par souci d'uniformisation pour désigner les contrats de Recherche, conventions et marchés.

3 ml. (30 liasses)......s.d., 1960-1963 communicable 30 ans

S.V.: DGRST, DAGC

S.O.: DGRST, Division des Études et du plan 48

78/271 ....

### V\* PLAN

Commission de la Recherche scientifique et technique, réunions, groupes de travail, rapports, projet de loi du Ve plan, 1964-1968 Évaluation des besoins par Ministères et organismes publics placés sous tutelle de ministère, s.d. (1966-1970?)

5 ml. (50 liasses)......s.d., 1964-1968 communicable 30 ans

> S.V.: DGRST, Division de l'Administration générale et de la comptabilité (DAGC)

> S.O.: DGRST, Division des Études et du Plan

81/0085....

#### VI\* - VII\* PLANS

Commission de la Recherche, réunions, Comités et groupes de travail, groupes d'experts, rapports, travaux ; régionalisation, schéma directeur de la Recherche, affaires internationales, 1967-1978

#### DGRST, AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Minutier chronologique actif, 1968-1976
Budget: demandes budgétaires par ministères et organismes
sous tutelle; projet de loi de finances; financement de la recherche.

### ÉTAT DES VERSEMENTS

rapports, 1956-1973, 1976-1977; Institut Pasteur: Budget, plan d'assainissement financier, programmes de recherche, 1966-1977

### AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1972-1973

59 ml. (590 liasses) 1956-1978

communicable 30 ans

S.V.: DGRST, Division de l'Information et des relations extérieures (DIRE)

S.O.: DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) (Courrier, Budget, aides)

### 81/0244

### DGRST, AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET SCIENTIFIQUES

Divisions administratives: Délégués et Directeurs (M. Pierre AIGRAIN, 1969-1973 — M. Hubert CURIEN, 1968-1975)<sup>49</sup> — Affaires internationales 1967-1978 — Études et Plan, 1958-1980 — Organisation et moyens de la Recherche<sup>30</sup>, 1965-1976 — Relations extérieures<sup>31</sup>, 1969-1976

Secteurs scientifiques: Électronique, 1963-1977 — Énergiematières premières, 1972-1980 — Métallurgie-mécanique, 1966-1977 — Recherche biomédicale (biologie, médecine, GBM<sup>52</sup>), 1963-1980

70 ml. (700 liasses)......1958-1980

communicable 30 ans

S.V. : DGRST, DIRE

S.O. : 1

52. GBM : Génie biologique et médical.

<sup>47.</sup> Les documents traitunt de l'énergie ont été prélevés et intégrés dans AN

<sup>48.</sup> Dans les années 60, la Division des Études et du Plan avait pour attributions, outre la planification, la prospective et la préparation de la politique de la Recherche, celles des affaires économiques et financières

Rapports de M. CURTEN sur la Rocherche apartale antérieurs à sa prise de fonctions.

A compter de 1978, cette Division se dénommera Division de l'Emploi scientifique et des structures de la Recherche et figure comme telle dans l'État général des Fonds DGRST.

Cette Division est regroupée dans l'État général des Fonds, aux Affaires internationales. Ce service traite de 1972 à 1974, des affaires internationales, de l'information et des affaires scientifiques de Défense.

81/0401....

#### RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST), réunions, rapports, documents de travail, 1958-1978

### DGRST, AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET SCIENTIFIQUES

Divisions administratives: Fonds de la Recherche<sup>53</sup> organisation, échanges de chercheurs, aides à la recherche (actions concertées, actions urgentes, bourses), 1963, 1968-1979

Secteurs scientifiques: Chimie: notes, rapports, affaires internationales, comités d'actions concertées, 1968-1978

37 ml. (370 liasses)......1958-1979

communicable 30 ans

S.V.: DGRST, Division de l'information et des relations extérieures (DIRE)

5.0. : 1

81/0429....

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1966-1973

100 ml. (1000 liasses)......1966-1973

communicable 30 ans.

S.V.: DGRST, DIRE

S.O.: DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC)

81/0437....

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1973-1976

### **ETAT DES VERSEMENTS**

100 ml. (1000 liasses)......1973-1976

communicable 30 ans

S.V.: DGRST, Division de l'Information et des relations extérieures (DIRE)

S.O.: DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC)

81/0478....

### AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1966-1967, 1969-1970, 1976-1978; Minutier chronologique, 1970-1977; Interventions particulières, 1971-1977; fiches de contrat IV\*-Vu\* Plans, 1962-1976; notifications, autorisations de programmes, 1961-1976; échanges de chercheurs 1966-1968; Bourses, 1962-1969

50 ml. (500 liasses).......1961-1978

communicable 30 ans

S.V. - DGRST, DIRE

S.O.: DGRST, Division du Fonds de la Recherche — DGRST, DAGC

81/0479....

### DGRST, AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET SCHENTIFIQUES

Divisions administratives: Fonds de la Recherche, Secrétariat des Comités: création, listes des membres, PV réunions recommandations, 1962-1979

Secteurs scientifiques: Sciences de l'Homme et de la Société; vii\* Plan, Mission Construction-transports-mécanique, comités d'actions concertées, 1970-1979 — Urbanisme, construction, transports<sup>54</sup>: Comités et groupes de travail, rapports, Budget, programmes de recherche, organismes de recherche, régionalisation, grands groupes industriels, affaires internationales, documentation, 1965-1980

22 ml. (220 liasses)......1962-1980

communicable 30 ans

S.V. DGRST, DIRE

S.O. : 1



<sup>53.</sup> Ante 1976, cette division s'acquittait du aurvi scientifique et de la gestion comptable des contrats de recherche, conventions et marchés) appelés ultérieurement décisions d'aide. A compter de 1976, ceci était du ressort de la Division de l'Administration générale et de la comptabilité. Ce foods conserve essentiellement les actions urgentes appelées également actions spécifiques et les fonds de divers comités d'actions concertés avec quelques donsiers de décisions d'aide.

Ce secteur scientifique figure dans l'Étas général des Fonds sous la dénomination Transports, urbanisme et logement.

82/0254 ....

### RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Secrétariat d'État à la Recherche (M. Jacques Sourdille : Minutier chronologique actif et passif, 1977-1978 - M. Pierre AIGRAIN: Minutier chronologique actif. Audits, organismes de recherche, manifestations scientifiques, documents de travail, 1978-1979), 1977-1979

DGRST, Divisions administratives : Délégués et Directeurs (M. Pierre AIGRAIN, 1970-1974 - M. Hubert Curien, 1973-1976 M. Bernard Gregory, 1976-1977 - M. Roland Morin<sup>55</sup>, 1972-1978) - Cabinet (M. Raymond POIGNANT, Conseiller près du DG pour les affaires juridiques et administratives, 1962-1965) - Affaires internationales, 1965-1981 — Emploi scientifique et structures de la Recherche, 1954, 1963-1980

63 ml. (630 liasses).........1954-1981

communicable 30 ans

S.V.: MRT, Service de l'Information et des relations publiques (SIREP)

S.O. - 1

82/0255....

## AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1974-1979 (opérations terminées en 1979)

35 ml. (350 liasses)......1974-1979

communicable 30 ans

S.V.: MRT, Direction de la Politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières.

S.O.: DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC)

82/0475 .... AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Aide au Développement : textes législatifs, notes, rapports, budget, demandes d'aide, 1956-1981

Comité 1 Quater, réunions, recommandations, 1964-1979

ANVAR, Commission nationale d'attribution d'aide à l'innovation, réunions, recommandations, 1980-1981

Crédit national, subventions, expertises, statistiques, 1965-1981

83 ml. (830 liasses)........1956-1981 communicable 30 ans

S.V. 1 /

S.O. : DGRST, Division de l'Aide au Développement

83/0417....

#### AGRONOMIE

Minutier chronologique, vi\*-vii\* Plans, organismes de recherche, comités d'actions concertées, actions spécifiques, contrats de programme, 1964-1981

### PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

vue Plan, organismes de recherche, coopération scientifique internationale, comités d'actions concertées, 1975-1980

27 ml. (270 liasses)......1964+1981

communicable 30 ans sauf Art 2/3: 120 ans (2101)

S.V : 1

S.O.: DGRST, Mission scientifique et technique secteur Agriculture, Alimentation et coopération avec les pays en voie de développement

83/0674....

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1974-1980 (opérations terminées en 1980)

<sup>55.</sup> M. Roland Morin assura les fonctions de Chef de service du Plan et des affaires économiques et financières (1968). Adjoint au Délégué général pour la programmation économique et financière (1970). Délégué général adjoint (1974). Délégué général et Directeur de la DGRST (1978-1980). Chargé de Mission auprès du Ministre en 1981, il sera Directeur de la Direction générale de la Recherche et la Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT) de 1983 à 1986.

51 ml. (510 liasses).......1974-1980 communicable 30 ans

> S.V.: MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

> S.O.: DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC)

84/0178....

### ENTREPRISES INDUSTRIELLES, FINANCEMENT

Lettres d'agrément pour l'obtention de crédits auprès du réseau bancaire, 1975-1979

l ml. (10 linsses)......1975-1979

communicable 30 ans

S.V.: MIR/DESTI, Service des aides à l'innovation

S.O.: Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) 56

85/0245....

#### ÉNERGIES, MATIERES PREMIERES

Minutier chronologique, livre blanc sur la Recherche, vivui Plans, groupes de travail, Mission et comités interministériels, organismes de recherche, affaires internationales et coopération scientifique, comités d'actions concertées, actions spécifiques, régionalisation, contrats de programme, Mission prioritaire Utilisation rationnelle de l'énergie/Géothermie

23 ml. (230 liasses)......1970-1982

communicable 30 ans

S.V. : 1

### ÉTAT DES VERSEMENTS

S.O.: DGRST, Mission scientifique et technique, secteur Énergie, matières premières et milieux naturels

85/0506....

(cote interne RE 189)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide, 1974-1982 (Opérations terminées en 1981-1982) 19 ml. (190 liasses).......1974-1982

communicable 30 ans

S.V.: MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O.: DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) — MRT, Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières

86/0037....

### RECHERCHE BIOMÉDICALE

Programme décennal de la Recherche, vuf Plan, Schéma Directeur de la Recherche, comités interministériels, personnel de recherche, organismes de recherche, grands groupes industriels, coopération scientifique internationale, comités d'actions concertées, actions spécifiques, régionalisation, 1939-1982

13 ml. (130 liasses)......1939-1982

communicable 30 ans sauf Art 2: 60 ans (2042)

S.V .: 1

S.O.: DGRST, Mission scientifique et technique, Secteur Recherche biomédicale

86/0038....

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et

<sup>56.</sup> A la création du Ministère de la Recherche et de la Technologie en 1982, les attributions de la DIT/industrie ent été reprises par la Direction du développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI) du MRT, d'où les fonds d'archives provenant de l'industrie et traités par le MRT. A ce titre également, le MRT a été chargé de solder les dossiers comptables d'oeganismes dépendant initialement de l'industrie : BNIST/MIDIST/CPE.

**ETAT DES VERSEMENTS** 

S.V.: MRES/DGRT/DFR

S.O.: DGRST/DAGC - MRT/DPG, SD Affaires budgétaires et financières MIR/DESTI/SIF

51

86/0235 ....

### ESPACE, OCEAN, ENVIRONNEMENT

Minutier chronologique, Mission CHAVANACE, ve-vne Plans, Commission et comités interministériels, Budget, organismes de recherche, affaires internationales et coopération scientifique, comités d'actions concertées, actions spécifiques, régionalisation, 1966-1983; Archives du CNES, 1967-1976

communicable 30 ans

S.V. : 1

S.O. : DGRST, Mission scientifique et technique, Secteur Espace, océan, environnement

86/0236 ....

## INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Comité d'études Documentation, comité d'action concertée, 1963,1969-1974; BNIST, création, minutier chronologique, Mission BOURSIN, comités et groupes de travail (Formation, Vulgarisation scientifique et technique, Edition scientifique, réseaux documentaires), conventions, coopération scientifique internationale, Documentation, 1968-1981

16 ml. (160 liasses).......1963-1981

communicable 30 ans

S.V.: MIDIST (Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique)

S.O.: BNIST (Bureau national de l'Information scientifique et technique)

87/0323 DGRST, Cabinet, 1959-1981

(versement décoté par le Centre

des Archives contemporaines) Voir Versement AN 92/0548

87/0324 Secrétariat d'État à la Recherche, 1974-1981 (versement décoté par le Centre

des Archives contemporaines) Voir Versement AN 92/0546

MÉMOIRE ÉCRITE DE LA RECHERCHE

innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1975-1982 (Opérations terminées en 1982-1983)

5 ml. (50 liasses)......1975-1983

communicable 30 ans

S.V.: MRES, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche

S.O.: Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) -MRT. Direction de la politique générale (DPG), SD affaires budgétaires et financières - MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI), Service Interventions financières

86/0039 .... (cote interne RE 178)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, décisions d'aide, 1979-1982 (Opérations terminées en 1982-1983)

21 ml. (210 liasses).......1979-1983

communicable 30 ans

S.V.: MRES/DGRT/DFR

S.O.: DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) -MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et financières - MIR/DESTI/SIF

86/0040 ....

(cote interne RE 183)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1974-1978 (Opérations terminées en 1983)

22 ml. (220 liasses)......1974-1983

communicable 30 ans



53

Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique CCRST), 1958-1981

(Versement décoté par le Centre des Archives contemporaines) Voir Versement AN 92/0547

88/0086 .... (cote interne RE 184)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1974-1984 (opérations terminées en 1984)

23 ml. (230 liasses)......1974-1984

communicable 30 ans

S.V. MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT). Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) -MRT, Direction de la Politique générale (DPG), SD affaires budgétaires et financières - MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

88/0087.... (cote interne RE 186)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1975-1982 (Opérations terminées en 1985)

### AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1974-1984 (Opérations terminées en 1985)

27 ml. (270 liasses).......1974-1985

communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) -DGRST/DAGC MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et financières - MIR/DESTI/SIF

88/0088....

(cote interne RE 213)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1974, 1976-1982 (Opérations terminées en 1985)

# AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide, 1966, 1971-1985 (Opérations terminées en 1985)

### FORMATION

Bourses de formation recherche biomédicale et Biotechnologies, 1979-1984 (Opérations terminées en 1984)

42 ml. (420 liasses).......1966-1985

communicable 30 ans

## S.V.: MRT/DGRT/DFR

Industrie/DIT S.O. : Ministère DGRST/DAGC — MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et financières — MIR/DESTI

89/0220....

(cate interne RE 211)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1975-1981; Aides aux régions, 1975-1981 (Opérations terminées en 1984)

6 ml. (60 liasses).....1975-1984

communicable 30 ans

S.O.: DGRST, Division de l'Administration

générale et de la Comptabilité (DAGC) -

MRT. Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et finan-

cières - MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'inno-vation (DESTI), Service Interventions finan-

S.V.: MRT, Direction générale de la (DFR)

S.O.: Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) -MRT, Direction de la Politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières - MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

89/0221.... (cote interne RE 212)

INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique (MIDIST), conventions, 1980-1985 (Opérations terminées en 1980-1985)

4 ml. (40 liasses).......1980-1985

communicable 30 ans

S.V.: MRT/DGRT/DFR

S.O. : MIDIST - Ministère Industric. Direction de l'Administration générale, Affaires économiques et financières - MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI). Service Interventions financières (SIF)

89/0222 .... (cote interne RE 243)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide, 1974-1983 (Opérations terminées en 1986)

27 ml. (270 liasses)......1974-1986

communicable 30 ans

S.V.: MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT). Direction du Financement de la Recherche (DFR)

Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche

> 89/0223.... (cote interne RE 246)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

cières (SIF)

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide, 1983-1986 (Opérations terminées en 1986)

20 ml. (200 liasses).......1983-1986 communicable 30 ans

S.V.: MRT/DGRT/DFR

S.O.: MIR/DESTI/SIF

89/0224.... (cote interne RE 248)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1974-1984 (Opérations terminées en 1986)

3 ml. (30 liasses)......1974-1986 communicable 30 ans

S.V. - MRT/DGRT/DFR

S.O.: Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) -MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et financières - MIR/DESTI/SIF

89/0225.... (cote interne RE 249)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Développement de la Recherche industrielle et innovation :

Comité I Quater, Décisions d'aide au développement, 1966,1969, 1971-1979 (Opérations terminées en 1986)

1 ml. (10 liasses)......1966-1986 communicable 30 ans

> S.V.: MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT). Direction du Financement de la Recherche (DFR)

> 5.0.: DGRST, Division de l'Aide au Développement — Ministère Industrie, Direction de l'Administration générale, Affaires économiques et financières — MIR. Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI). Service Interventions financières (SIF)



89/0226.... (cote interne RE 250)

INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique (MIDIST) / Délégation à l'Information, à la communication et à la culture scientifique et technique (DIXIT), conventions, 1980-1986 (Opérations terminées en 1986)

3 ml. (30 liasses).......1980-1986 communicable 30 ans

### S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O.: MIDIST — Ministère Industrie.
Direction de l'Administration générale.
Affaires économiques et financières
MIR/DESTI/SIF — MRT/DIXIT

89/0227....
(cote interne RE 251)
INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.

Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique (MIDIST) / Délégation à l'information, à la communication et à la culture scientifique et technique (DIXIT), conventions, 1982-1986 (Opérations terminées en 1986) 1 ml. (10 liasses)......1982-1986

communicable 30 ans S.V.: MRT. Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT). Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O.: MIDIST — Ministère Industrie. Direction de l'Administration générale. Affaires économiques et financières — MIR. Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI). Service Interventions financières (SIF) MRT/DIXIT

89/0228.... (cote interne RE 259)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1974, 1976-1985 (Opérations terminées en 1986)

11 ml. (110 liasses)......1974-1986

communicable 30 ans

#### S.V.: MRT/DGRT/DFR

S.O.: DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC). — MRT, Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières — MIR/ DESTI/SIF

89/0229.... (cote interne RE 274)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1977-1986 (Opérations terminées en 1987)

18 ml. (180 liasses)......1977-1987

communicable 30 ans

S.V.: MRT/DGRT/DFR

S.O.: DGRST/DAGC - MRT/DPG, S-D

affaires budgétaires et financières — MIR/DESTI/SIF — MRES/DGRT/ DFR

89/0230.... (cote interne RE 278)

#### FORMATION

Bourses de formation Recherche agro-alimentaire, biotechnologies, écologie-aménagement rural (ECAR), filière Bois, Recherche biomédicale (génie biologique et médical, allo-greffes, pharmacocinétique), toxicologie agricole et alimentaire, Dossiers individuels, 1981-1985 (Opérations terminées en 1987)

I ml. (10 liasses)......1981-1987

communicable 30 ans

S.V.: MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O.: DGRST, Division de l'Administration générale et de la comptabilité (DAGC) — MRT, Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires etfinancières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF) — MRES/DGRT/DFR

89/0231.... (cote interne RE 179)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1977-1980 (Opérations terminées en 1987)

0,30 ml. (3 liasses)......1977-1987

communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O.: Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) — MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et financières — MIR/DESTI/SIF — MRES/DGRT/ DFR

89/0232.... (onte interne RE 322)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1974-1986 (Opérations terminées en 1987)

27 ml. (270 liasses)........ 1974-1987

communicable 30 ans

S.V.: MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O.: DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) — MRT, Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF) — MRES/DGRT/DFR

89/0233....

(cote interne RE 391)

AIDES AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES, PROSPECTIVE

Centre de Prospective et d'Évaluation (CPE), conventions, 1976, 1982-1986 (Opérations terminées en 1987)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1980-1986 (Opérations terminées en 1987)

2 ml. (20 liasses)......1976-1987

communicable 30 ans

S.V. - MRT/DGRT/DFR

S.O.: CPE - Ministère Industrie, Direction



de l'Administration générale, Affaires économiques et financières — Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) — MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et financières — MIR/ DESTI/SIF — MRES/DGRT/DFR

89/0234.... (cote interne RE 392)

INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique (MIDIST) / Délégation à l'information, à la communication et à la culture scientifique et technique (DIXIT), conventions, 1980-1986 (Opérations terminées en 1987)

2 ml. (20 liasses)......1980-1987

communicable 30 ans

S.V.: MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT). Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O.: MIDIST — Ministère Industrie.
Direction de l'Administration générale.
Affaires économiques et financières — MRT.
Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières — MIR.
Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI).
Service Interventions financières (SIF) —
MRT/DIXIT — MRES/DGRT/DFR

89/0235.... (cote interne RE 309)

INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

BNIST, conventions, 1974-1979; MIDIST/DIXIT, conventions, 1979-1986; DIST, conventions, 1987 — Projets de conventions, 1983 — Transferts et annulations, 1980, 1982 — Divers (Fondation Diderot), s.d.

34 ml. (340 liasses) s.d., 1974-1987

communicable 30 ans

S.V.: MRT/Délégation à l'Information scientifique et technique (DIST)

S.O.: BNIST (Bureau national de l'Information scientifique et technique) — MIDIST (Mission interministérielle de l'information scientifique et technique — MRT/ DIXIT

### INDEX PAR SERVICES VERSANTS ET THÈMES DE RECHERCHE

Ensemble de références groupées par ordre alphabétique, composé de deux grandes rubriques :

Services d'origine (entre parenthèses : indication de leur filiation)

Thèmes de recherche

Les thèmes de recherche et sigles proviennent de l'index-matières du Fichier de l'État général des Fonds DGRST, 1959-1981 (AN/Mission Recherche, septembre 1983)

Les sigles d'organismes et leur développement inclus dans cet index sont les plus usités.

ACTION COMPLÉMENTAIRE COORDONNÉE voir Action concertée

ACTION CONCERTÉE (Comité) 77/321, 81/0244, 81/0401, 81/0479, 83/0417, 85/0245, 86/0037, 86/0235, 86/0236.

ACTION DE PROGRAMME voir Division du Fonds de la Recherche

ACTION SPÉCIFIQUE 83/0417, 85/0245, 86/0037, 86/0235, voir aussi :

> Division du Fonds de la Recherche Localisation des équipes de recherche

Régionalisation de la Recherche MST/Secteurs de Recherche Ministère, Départements scientifiques



ACTION URGENTE voir Action specifique

ADI

voir Agence pour le Développement de l'Informatique

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA COMPTABILITÉ (DGRST, division administrative) 81/0085, 81/0437, 81/0478, 82/0255, 83/0674, 81/0429, 85/0506. 86/0039, 86/0040, 88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0222, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0232.

AEE

voir Agence pour les économies d'énergie

AFFAIRES BUDGÉTAIRES (DGRST, division administrative)

AFFAIRES BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES (MRT, division adminis-

85/0506, 86/0038, 86/0039, 86/0040, 88/0086, 88/0087, 88/0088. 89/0220, 89/0222, 89/0224, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231. 89/0232, 89/0233, 89/0234.

AFFAIRES INTERNATIONALES

77/321, 77/606, 81/0085, 81/0244, 81/0401, 81/0478, 81/0479, 82/0254, 83/0417, 85/0245, 86/0235, 86/0236

voir aussi :

Coopération scientifique Missions scientifiques Pays en voie de développement Cabinet DGRST MST/Secteurs de Rocherche Cabinets ministériels MST/Direction et Présidence Ministère, Départements scientifiques

AFFAIRES INTERNATIONALES (DGRST, division administrative) 77/321, 77/606, 81/0244, 82/0254.

AFFARIES SCIENTIFIQUES DE DÉFENSE.

77/321, 86/0236.

voir aussi :

DGRST, Cabinet

BNIST, Comité Documentation

Cabinets ministériels

Ministère, Délégation générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT)

AGENCE DE VALORISATION DE LA RECHERCHE 82/0475 voir aussi : MST/Secteurs de Recherche Ministère, Départements scientifiques

AGRICULTURE.

voir aussi :

Agronomic Filière Bois Pays en voie de développement Recherche agro-alimentaire

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET COOPÉRATION AVEC LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (DGRST, secteur scientifique)

77/321, 83/0417.

AGRO-ALIMENTAIRE

voir Agriculture, Recherche agro-alimentaire

AGRONOMIE

83/0417.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

voir aussi :

ANVAR

Crédit national

Entreprise industrielle

Fonds de développement économique et social (FDES)

Innovation

Recherche industrielle

AIDE AU DÉVELOPPEMENT (DGRST, division administrative)

82/0475, 89/0225.

AIDE A LA RECHERCHE

Voir:

Aide au Développement Fonds de la Recherche Formation Information scientifique et technique Recherche industrielle Recherche scientifique et technique Technologie nouvelle

Algrain (Pierre)

Délégué général : 81/0244, 82/0254 Secrétaire d'État : 82/0254, 87/0324



#### ALIMENTATION

voir Agriculture, alimentation et coopération avec les pays en voie de développement (DGRST, secteur scientifique)

#### ALLOCATION DE RECHERCHE

voir:

Emploi scientifique et structures de la Recherche (DGRST, division administrative) Ministère, SESAR

### AMÉNAGEMENT RURAL

voir Écologie-aménagement rural (ECAR)

#### ANRT

voir Association nationale de la Recherche technique

#### ANVAR

voir Agence nationale pour la valorisation de la Recherche

### AUTORISATION DE PROGRAMME 81/0478

### BANQUE DE DONNÉES

voir :

BNIST, MIDIST
Ministère, DIXIT, DIST
Division des Études et du Plan
MST/Électronique — traitement de l'Information —
Télécommunications et Instruments de mesure

#### BATIMENT

voir :

MST/Transports — Urbanisme et Logement Ministère, DESTI

#### MOTECHNOLOGIE

voir aussi :

MST/Recherche biomédicale Ministère, programme mobilisateur Ministère, Départements scientifiques CESTA

### BIOTECHNOLOGIE (Bourse) 88/0088, 89/0230.

#### BNIST

voir Bureau national de l'Information scientifique et technique

### BNM

voir Bureau national de métrologie

#### nois

voir aussi :

Conseil supérieur de la Recherche scientifique Filière Bois MST/Agriculture — Alimentation et Coopération avec les

pays en voie de développement Ministère, DESTI

### ROIS (FILIÈRE) (Bourse) 89/0230

#### HOURSE

81/0401, 81/0478, 88/0088, 89/0230

voir aussi:

Division de l'Administration générale et de la Comptabilité Division des Affaires internationales

Division du Fonds de la Recherche

Emploi scientifique et structures de la Recherche (alloca-

tions de Recherche)

MST/Secteurs scientifiques

Ministère, SESAR

Ministère, Départements scientifiques

### BOURSIN (Mission) 86/0236

### BREVET

77/321, 77/606.

voir aussi:

Division de l'aide au Développement Division du Fonds de la Recherche MST/Direction et Présidence

#### BRCN

voir Bureau des Recherches géologiques et minières

### BUDGET (Recherche)

77/321, 77/1624, 78/271, 81/0085, 81/0479, 86/0235.

voir aussi

Division de l'Administration générale et de la comptabilité Division des Affaires budgétaires

Division des Études et du Plan

Enveloppe Recherche

Rationalisation des choix budgétaires (RCB)



BUREAU NATIONAL DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE 86/0236, 89/0235.

CABINET (DGRST) 77/321, 82/0254, 87/0323.

CEA

voir Commissariat à l'énergie atomique

voir Comité consultatif de la Recherche scientifique et tech-

CENTRE DE PROSPECTIVE ET D'EVALUATION 89/0233

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES 77/321, 86/0235.

CERN

voir Centre européen de Recherche nucléaire

Voir centre d'Études des Systèmes et des Technologies avancées

CHALENDAR (DE) (Mission)

87/0323

voir aussi : Division des Affaires budgétaires

CHARTIER (P.) 85/0245

voir Mission prioritaire Utilisation rationnelle de l'énergie, 1982

CHAVANACE (Mission) 86/0235.

CHERCHEUR

voir:

Affaires internationales (Missions scientifiques)
Cabinet DGRST (régionalisation)
Division des Études et du Plan
Division du Fonds de la Recherche
Emploi scientifique et structures de la Recherche
Formation
Ministère, Cabinet
Ministère, SESAR
Mission Detraz
Personnel de Recherche

CHIMIE (DGRST, secteur scientifique) 77/321, 81/0401.

voir Comité interministériel de la Recherche scientifique et tech-

CNES

voir Centre national d'études spatiales

CNESER
voir Conseil national de l'Enseignement supérieur de la Recherche

CNET yoir Centre national d'études des Télécommunications

voir Centre national d'exploitation des océans

voir Centre national de la Recherche scientifique

voir Commissariat à l'énergie solaire

COMITE CONSULTATIF DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE 77/321, 81/0401, 87/0325.

COMITÉ INTERMINISTÈRIEL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE 77/321, 81/0244.

COMITE TECHNIQUE 77/606

COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN

voir

Commission de la Recherche scientifique et technique Division des Études et du Plan

COMMISSION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

1V\* Plan : 77/1624 V\* : 78/271 Vr\*-VII\* : 81/0085

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DU PROGRÈS TECHNIQUE 77/321.



### MÉMOIRE ÉCRITE DE LA RECHERCHE

CONSTRUCTION — TRANSPORTS — MÉCANIQUE (Mission) 81/0479.

83/0417, 85/0245.

COOPÉRATION SCIENTIFIQUE 77/321, 77/606, 81/0401, 81/0478, 83/0417, 85/0245, 86/0037, 86/0235, 86/0236.

voir aussi:

Affaires internationales Division du Fonds de la Recherche (échange de chercheurs) MST/Secteurs de Recherche Pays en voie de développement

#### CORDES

voir Comité d'organisation des Recherches appliquées pour le développement économique et social

CPE

voir Centre de prospective et d'évaluation

CREDIT NATIONAL

82/0475.

voir aussi : Division du Fonds de la Recherche

CSRSPT

voir Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du Progrès technique

CSTB

voir Centre scientifique et technique du Bâtiment

CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE 86/0236, 89/0221, 89/0226, 89/0227, 89/0234, 89/0235.

CURIEN (Hubert)

Délégué général : 81/0244, 82/0254.

DÉFENSE

voir Affaires scientifiques de Défense (DGRST, Cabinet Ministère, Direction générale de la Recherche et de la Technologie)

DÉLÉGATION A L'INFORMATION, A LA COMMUNICATION ET A LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE 89/0226, 89/0227, 89/0234, 89/0235. BÉLÉGATION A L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE 89/0235.

DÉLÉGATION A L'INNOVATION ET A LA TECHNOLOGIE (Ministère Industrie) 84/0178, 86/0038, 89/0220, 89/0224, 89/0231, 89/0233.

pélégation générale a la recherche scientifique et technique (Administration) Délégués, Directeurs : 77/321, 81/0244, 82/0254.

Cabinet: 77/321, 82/0254, 87/0323.

Divisions administratives

Administration générale et de la Comptabilité: \$1/0085, \$1/0429, \$1/0437, \$1/0478, \$2/0255, \$3/0674, \$5/0506, \$6/0039, \$6/0040, \$8/0086, \$8/0087, \$8/0088, \$9/0222, \$9/0228, \$9/0229, \$9/0230, \$9/0232.

Affaires budgétaires : 77/321.

Affaires internationales: 77/321, 77/606, 81/0244, 82/0254.

Aide au développement : 82/0475, 89/0225.

Emploi scientifique et structures de la recherche: 81/0244, 82/0254.

Études et du Pian : 77/321, 77/1624, 78/271, 81/0085, 81/0244. Fonds de la Recherche : 77/321, 77/606, 81/0401, 81/0429, 81/0478, 81/0479.

Information et relations extérieures : 77/321.

Secteurs scientifiques

Agriculture — Alimentation et coopération avec les pays en voie de développement : 77/321, 83/0417.

Chimie: 77/321, 81/0401.

Électronique — traitement de l'Information -Télécommunications et Instruments de mesure : 77/321, 81/0244,

Énergies — matières premières et milieux naturels : 77/321, 81/0244, 85/0245.

Espace - océan et environnement : 77/321, 86/0235.

Matériaux — métallurgie — mécanique et Industries de transformation : 77/321, 81/0244.



Physique — Mathématiques, Physique nucléaire et grands Équipements : 77/321.

Recherche biomédicale: 77/321, 81/0244, 86/0037

Sciences de l'Homme et de la Société: 77/321, 81/0479 Transports — urbanisme et logement: 77/321, 81/0479.

DÉLÉGUES, DIRECTEURS (DGRST)

André Maréchal, 1961-1968 : 77/321 Pierre Algrain, 1968-1973 : 81/0244, 82/0254 Hubert Curien, 1973-1976 : 81/0244, 82/0254

Bernard Gregory, 1976-1977; 82/0254 Roland Morin, 1974, 1976-1980; 82/0254

DETRAZ (Mission)

voir : MST/Sciences de l'Homme et de la Société

DGRST

voir Délégation générale à la Recherche scientifique et technique

DGRT

voir Délégation générale de la Recherche et de la Technologie (Ministère)

DIDEROT (Fondation)

voir Fondation Diderot

DIST

voir Délégation à l'Information scientifique et technique (Ministère)

DIT

voir Délégation à l'Innovation et à la Technologie (Ministère Industrie)

DIXIT

voir Délégation à l'Information, à la Communication et à la Culture scientifique et technique (Ministère)

DOCUMENTATION

comité : 86/0236 réseaux : 86/0236 réseaux, aides : 89/0221

voir aussi:

Affaires scientifiques de Défense (DGRST, Cabinet)

BNIST, MIDIST, DIXIT, DIST

**ETAT DES VERSEMENTS** 

Division de l'Information et des Relations extérieures MST /Secteurs de Recherche

ECAR

voir Ecologie - aménagement rural

ÉCOLOGIE - AMÉNAGEMENT RURAL (Bourse)

89/0230

EDITION SCIENTIFIQUE

86/0236

ÉLECTRONIQUE — TRAITEMENT DE L'INFORMATION — TÉLÉCOMMU-NICATIONS ET INSTRUMENTS DE MESURE (DGRST, secteur scientifique)

77/321, 81/0244

EMPLOI SCIENTIFIQUE ET STRUCTURES DE LA RECHERCHE (DGRST, Division administrative)

81/0244, 82/0254

EMPLOI SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

77/321, 81/0244

voir aussi:

DGRST, Cabinet (régionalisation)

Bourses

Chercheurs

Division de l'Emploi scientifique et des structures de la

Recherche

Division des Études et du Plan

Formation

Ministère, Cabinet

Ministère, SESAR

ENERGIE (Mission)

voir Mission Utilisation rationnelle de l'énergie

ÉNERGIE - MATIÈRES PREMIÈRES ET MILIEUX NATURELS (DGRST,

secteur scientifique)

77/321, 81/0244, 85/0245.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE

82/0475, 84/0178.

voir aussi grand groupe industriel

ENVELOPPE RECHERCHE

77/321, 78/271, 81/0085, 81/0479, 81/0244.

voir aussi :



# 72 MÉMOIRE ÉCRITE DE LA RECHERCHE

DGRST, Cabinet Délégués généraux, Directeurs Division des affaires budgétaires MST/Direction et Présidence MST/Secteurs de Recherche

#### ENVIRONNEMENT

voir Espace - Océan et Environnement

ESPACE — OCÉAN ET ENVIRONNEMENT (DGRST, secteur scientifique) 77/321, 86/0235.

éTUDES ET PLAN (DGRST, division administrative) 77/321, 77/1624, 78/271, 81/0085, 81/0244.

#### FDES

voir Fonds de développement économique et social

FINANCEMENT DE LA RECHERCHE (Ministère, division administra-

88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0221, 89/0222, 89/0223, 89/0224, 89/0225, 89/0226, 89/0227, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231, 89/0232, 89/0233, 89/0234.

# FONDATION DIDEROT 89/0235

#### FONDS D'INTERVENTION

voir

Division de l'Administration générale et de la Comptabilité Division du Fonds de la Recherche Actions spécifiques

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (Comité) 82/0475, 89/0225.

# FONDS DE LA RECHERCHE

voir aussi:

Recherche scientifique et technique (aides)
Division de l'Administration générale et de la Comptabilité
Division des Études et du Plan (informatisation du
Fonds de la Recherche)
MST/Direction et Présidence
MST/Secteurs de Recherche

FONDS DE LA RECHERCHE (Aides) 77/324, 77/387, 77/1531, 81/0085, 81/0401, 81/0429, 81/0437.

# ÉTAT DES VERSEMENTS

81/0478, 82/0255, 83/0674, 85/0506, 86/0039, 86/0040, 88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0222, 89/0223, 89/0228, 89/0229, 89/0232.

FONDS DE LA RECHERCHE (DGRST, division administrative) 77/321, 77/606, 81/0401, 81/0429, 81/0478, 81/0479.

#### FORMATION

81/0401, 81/0478, 86/0236, 88/0088, 89/0230.

# FRASCATI (Manuel)

voir I

Division des Affaires internationales Division des Études et du Plan

#### GBM

voir Génie biologique et médical

GÉOTHERMIE (Mission) 85/0245.

#### GERDAT

voir Groupe d'études, de Recherche et de développement de l'agronomie tropicale

# GRANDS ÉQUIPEMENTS

voir Physique — Mathématiques — physique nucléaire et grands équipements (DGRST, secteur scientifique)

# 77/606, 81/0479, 86/0037.

7.170000, 201704134, 201700.

# GRÉGORY (Bernard)

Délégué général : 82/0254

#### HORS-STATUT

voir Personnel de Recherche

#### IFP

voir Institut français du Pétrole

# INDUSTRIE

voir aussi:

Aide au Développement Centre technique entreprise industrielle grand groupe industriel MST/Direction, Présidence MST/Secteurs de Recherche





Ministère, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI) Recherche industrielle

INDUSTRIE (MINISTÈRE) (Administration)

Divisions administratives

DAG/Affaires économiques et financières : 89/0221, 89/0225, 89/0226, 89/0227, 89/0233, 89/0234

DIT: 84/0178, 86/0038, 89/0220, 89/0224, 89/0231, 89/0233.

Organismes sous tutelle BNIST: 86/0236

CPE: 89/0233

MIDIST: 86/0236, 89/0221, 89/0226, 89/0227, 89/0234.

INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

voir Matériaux — métallurgie — mécanique et industries de transformation (DGRST, secteur scientifique)

INDUSTRIE ET RECHERCHE (MINISTÈRE) 1983

Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI)/Interventions financières: 86/0038, 86/0039, 86/0040, 88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0221, 89/0222, 89/0223, 89/0224, 89/0225, 89/0226, 89/0227, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231, 89/0232, 89/0233, 89/0234.

INFORMATION

voir

Division de l'Information et des Relations extérieures BNIST. MIDIST, DIXIT, DIST CESTA

CPE

MST/Secteurs de Recherche

Vulgarisation scientifique et technique

INFORMATION (Traitement)

voir Électronique — traitement de l'Information, Télécommunications et instruments de mesure (DGRST, secteur scientifique)

INFORMATION ET RELATIONS EXTÉRIEURES (DGRST, division administrative)

77/321

INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE 86/0236, 89/0221, 89/0226, 89/0227, 89/0234, 89/0235. INFORMATIQUE

voir:

Division des Études et du Plan MST/Secteurs de Recherche BNIST, MIDIST CESTA

INFORMATISATION (DGRST)

voir:

DGRST, Cabinet Division des Études et du Plan Division du Fonds de la Recherche

INNOVATION

82/0475, 86/0038, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0224, 89/0225, 89/0231, 89/0233.

INZ P3 (CNRS)

voir Institut national de Physique nucléaire et de physique des particules

INRA

voir Institut national de Recherche agronomique

INSERM

voir Institut national de la santé et de la Recherche médicale

INSTITUT PASTEUR

77/321, 81/0085

INSTRUMENTS DE MESURE

voir Électronique — Traitement de l'information — Télécommunications et instruments de mesure (DGRST, secteur scientifique)

86/0038, 86/0039, 86/0040, 88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0221, 89/0222, 89/0223, 89/0224, 89/0225, 89/0226, 89/0227, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231, 89/0232, 89/0233, 89/0234

INVENTAIRE

voir:

Division des Études et du Plan FRASCATI (Manuel)

RCH

voir Institut de Recherche en chimie appliquée



voir Institut de Recherche en informatique et automatique

voir Institut de Recherche des Transports

LCPC

voir Laboratoire central des Ponts-et-Chaussées

LIVRE BLANC SUR LA RECHERCHE

85/0245.

voir aussi :

DGRST, Cabinet

Division des Études et du Plan

Division du Fonds de la Recherche

MST/Direction

LOGEMENT

voir Transports - Urbanisme et logement (DGRST, secteur scientifique)

MANUEL FRASCATI

voir:

Division des Affaires internationales

Division des Études et du Plan

MARECHAL (André)

Délégué général : 77/321.

MATÉRIAUX - MÉTALLURGIE - MÉCANIQUE et INDUSTRIES DE TRANSFORMATION (DGRST, secteur scientifique)

77/321, 81/0244.

MATHÉMATIQUES

voir Physique — Mathématiques — Physique nucléaire et grands Equipements (DGRST, Secteur scientifique)

MATIÈRES PREMIÈRES

voir Énergie - matières premières et milieux naturels (DGRST,

Secteur scientifique)

MÉCANIQUE

voir:

Matériaux - métallurgie - mécanique et Industries de

transformation (DGRST, secteur scientifique)

Construction - Transports - Mécanique (Mission)

voir Océan

MÉTALLURGIE voir Matériaux - Métallurgie - Mécanique et Industries de

transformation (DGRST, Secteur scientifique)

MIDIST

voir Mission interministérielle de l'Information scientifique et

technique

MILIEUX NATURELS

voir Énergie - matières premières et milieux naturels (DGRST,

Secteur scientifique)

MINISTÈRE

voir:

Industrie

Industrie et Recherche 1983

Recherche et Enseignement supérieur 1986

Recherche et Technologie 1982

Recherche et Technologie 1984, 1988

MISSION BOURSIN

86/0236.

MISSION CHALENDAR

87/0323

voir aussi DGRST, Division des Affaires budgétaires

MISSION CHARTIER

85/0245

MISSION CHAVANACE

86/0235

MISSION DETRAZ

voir MST/Sciences de l'Homme et de la Société

MISSION INTERMINISTÈMIELLE DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

86/0236, 89/0221, 89/0226, 89/0227, 89/0234, 89/0235.

MISSION RECHERCHE — EMPLOI — TRAVAIL

voir Mission DETRAZ

MISSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (MST)

MST/Direction (DGRST, Ministère)

MST/Présidence (Ministère)



voir aussi :

DGRST, Cabinet Division du Fonds de la Recherche MST/Secteurs de Recherche

MISSIONS SCIENTIFIQUES

voir:

Division des Affaires internationales MST/Secteurs de Recherche

MISSION TAZIEFF

85/0245.

MORIN (Roland)

Adjoint au DG, DG Adjoint, Délégué général, Directeur : 82/0254.

MST

voir Mission scientifique et technique (Direction et Présidence)

OCEAN

voir Espace — Ocean et Environnement (DGRST, Secteur scientifique)

ONERA

voir Office national d'études et de recherches aérospatiales

OPIT

voir Opération interministérielle de Télédétection

ORGANISATION ET MOYENS DE LA RECHERCHE (DGRST, division administrative)

voir Emploi scientifique et structures de la Recherche (DGRST, division administrative)

ORGANISME DE RECHERCHE

77/321, 77/606, 77/1624, 78/271, 81/0085, 81/0479, 83/0417, 85/0245, 86/0037, 86/0235

ORSTOM

voir Office de Recherche scientifique et technique pour les territoires d'outre-mer

DAR.

voir programme d'action prioritaire

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

77/321, 83/0417.

voir aussi:

Affaires internationales

MST/ Agriculture — Alimentation et Coopération avec les pays en voie de développement (DGRST, secteur scientifique)

PERSONNEL DE RECHERCHE

77/321, 77/606, 81/0401, 81/0478, 86/0037, 88/0088.

**ÉTAT DES VERSEMENTS** 

voir aussi :

Chercheur

Formation

PHYSIQUE — MATHÉMATIQUES — PHYSIQUE NUCLÉAIRE ET GRANDS ÉQUIPEMENTS (DGRST, secteur scientifique)

77/321.

PLAN

IV\* Plan: 77/1624

: 78/271, 86/0235

vi\*-viii\*: 81/0085, 81/0479, 83/0417, 85/0245, 86/0037, 86/0235.

voir aussi :

DGRST, Cubinet

Commission de la Recherche scientifique Division des Études et du Plan

MST /Secteurs de Recherche

Plan Construction

Programme décennal de la Recherche

Régionalisation

POIGNANT (Roland)

Conseiller DG Affaires juridiques et administratives : 82/0254,

87/0323.

POLITIQUE DE LA RECHERCHE

77/321, 77/606, 77/1624, 81/0085, 85/0245, 86/0037.

voir nussi:

Affaires internationales

Cabinets ministériels

CSRSPT, CCRST, CIRST, CSRT

DGRST, Cabinet

Division des Études et du Plan

MST /Direction et Présidence

Secrétariat d'État à la Recherche

......

PROGRAMMATION

voir:

Plan

Programme décennal de la Recherche

Regionalisation

Schéma-Directeur de la Recherche



PROGRAMMATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE voir Division des Études et du Plan

PROGRAMME D'ACTION PRIORITAIRE

voir

Division des Affaires budgétaires

Plan

Régionalisation

PROGRAMME DÉCENNAL DE LA RECHERCHE 86/0037

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

voir Brevet

PROSPECTIVE

89/0233

voir aussi :

CCRST, CSRT

CESTA, CPE

Division des Études et du Plan

PUBLICATION SCIENTIFIQUE

voir:

Division de l'Information et des Relations extérieures BNIST, MIDIST

CESTA, CPE

RATIONALISATION DES CHOIX BUDGÉTAIRES

voir DGRST, Division des Affaires budgétaires

RCB

voir Rationalisation des choix budgétaires

RECHERCHE

VOIC:

Recherche (financement) et par secteurs de Recherche

Ministère

Organisme de Recherche

PAP

Personnel de Recherche

Plan

Politique de la Recherche

Recherche scientifique et technique

Recherche sur la politique de la Recherche

Régionalisation

RECHERCHE (Financement)

81/0085.

voir aussi :

Budget

Fonds de la Recherche (aides)

Recherche scientifique et technique (aides)

Recherche industrielle (aides)

Information et culture scientifique et technique

Formation

Nouvelle technologie (nides)

Financement de la Recherche (Ministère, division admi-

nistrative)

RECHERCHE AGRO-ALIMENTAIRE

77/321, 83/0417

voir aussi Toxicologie agricole et alimentaire

RECHERCHE AGRO-ALIMENTAIRE (Bourse)

89/0230

RECHERCHE BIOMÉDICALE (Bourse)

88/0088, 89/0230

RECHERCHE BIOMEDICALE (DGRST, secteur scientifique)

77/321, 81/0244, 86/0037

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MINISTÈRE) 1986

DGRT/DFR (Financement de la Recherche): 89/0229, 89/0230,

89/0231, 89/0232, 89/0233, 89/0234,

DIST: 89/0235

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE (MINISTÈRE) 1982

DPG/Affaires budgétaires et financières : 85/0506, 86/0038,

86/0039, 86/0040, 86/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0222,

89/0224, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231, 89/0232, 89/0233,

89/0234.

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE (MINISTÈRE) 1984

DGRT/DFR (Financement de la Recherche): 88/0086, 88/0087,

88/0088, 89/0220, 89/0221, 89/0222, 89/0223, 89/0224, 89/0225, 89/0226, 89/0227, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231, 89/0232,

89/0233, 89/0234,

DIXIT: 89/0226, 89/0227, 89/0234, 89/0235.

RECHERCHE INDUSTRIELLE

voir aussi I

ANVAR

DGRST, Cabinet

Cabinets ministériels Division de l'aide au Développement Division des Études et du Plan MST /Direction et Présidence MRT/DESTI CESTA

RECHERCHE INDUSTRIELLE (Aides) 82/0475, 86/0038, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0224, 89/0225, 89/0231, 89/0233.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (Aides) 77/324, 77/387, 77/1531, 81/0085, 81/0401, 81/0429, 81/0437, 81/0478, 82/0255, 83/0674, 85/0506, 86/0039, 86/0040, 86/0236, 88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0221, 89/0222, 89/0223, 89/0228, 89/0229, 89/0232.

voir aussi :
Action concertée
Action spécifique
Autorisation de programme
Bourse
Contrat de programme
Convention
Décision d'aide
Échanges de chercheurs

Formation

RECHERCHE SUR LA POLITIQUE DE LA RECHERCHE voir Division des Études et du Plan

REGIONALISATION 77/1624, 81/0085, 81/0244, 81/0479, 85/0245, 86/0037, 86/0235, 89/0220.

voir aussi :

DGRST, Cabinet
Cabinets ministériels
Délégués et Directeurs
Division de l'Aide au Développement
Division de l'Emploi scientifique et des structures de la
Recherche
Division des Études et du Plan

RELATIONS EXTÉRIEURES (DGRST, division administrative)<sup>52</sup>
voir Division des Affaires internationales

SCHÉMA DIRECTEUR DE LA RECHERCHE 81/0085, 86/0037.

SCIENCES DE LA VIE voir MST /Recherche biomédicale

SCIENCES DE LA TERRE

voir :

Action concertée MST /Énergie — matières premières et milieux naturels

SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIETE (DGRST, secteur scientifique) 77/321, 81/0479.

SCIENCES HUMAINES voir Sciences de l'Homme et de la Société (DGRST, Secteur scientifique)

SCIENCES SOCIALES

voir Sciences de l'Homme et de la Société (DGRST, Secteur scientifique)

SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA RECHERCHE 82/0254, 87/0324.

SEFOR

voir Service de l'Emploi scientifique, de la formation et de l'organisation de la Recherche (MRT, division administrative, 1989)

SESAR

voir Service de l'Emploi scientifique et des structures administratives de la Recherche (MRES, division administrative, 1986)

Sourbille (Jacques) Secrétaire d'État: 82/0254, 87/0324.

STATISTIQUES

voir:

Division des Études et du Plan FRASCATI (Manuel)

SYSTÈME.

voir:

Action concertée MST /Sciences de l'Homme et de la Société CESTA

Ce service traite de 1972. à 1974, des Affaires internationales, de l'Information et des Affaires scientifiques de Défense.

TAZIEFF (Haroun)

85/0245

voir Mission prioritaire Géothermie, 1982

TECHNOLOGIE

voir aussi :

Action concertée Innovation

MRT/DESTI

MST /Agriculture — alimentation et coopération avec les pays en voie de développement MST /Sciences de l'Homme et de la Société

TECHNOLOGIE (NOUVELLE) (Aides)

89/0233

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Électronique — traitement de l'Information, Télécommunications et instruments de mesure (DGRST,

Secteur scientifique)

Espace - Océan et Environnement (id.)

TÉLÉMATIQUE

voir:

Banque de données

Documentation

THESAURUS

voir Division des Ladex et du Plan

TIERS-MONDE

voir Pays en voie de développement

TOXICOLOGIE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE (Bourse)

89/0230

TRANSPORTS

voir aussi Construction - Transports - mécanique (Mission)

TRANSPORTS - URBANISME ET LOGEMENT (DGRST, secteur scien-

tifique) 77/321, 81/0479

URBANISME

voir Transports - urbanisme et Logement (DGRST, Secteur

scientifique)

UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE (Mission) 85/0245

VULGARISATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

# Annexes

# RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

CHRONOLOGIE<sup>58</sup>
DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS
ET
TEXTES RÉGLEMENTAIRES

14 juillet 1901 Loi créant une Caisse des Recherche scientifiques destinée à aider les savants à équiper leurs laboratoires.

Création d'une Direction des Inventions intéressant la Défense nationale, créée à l'initiative du mathématicien Paul Painlevé, Ministre de l'Instruction publique et confiée à Jules Louis Breton, député républicain socialiste du Cher.

1917 Nomination de Jules Louis Breton, Sous-secrétaire d'État aux Inventions.

Cette chronologie a pu être établie d'après les travaux de ;
 Picard (Jean-François), Les débuts du CNRS, esquisse, Paris, 1987,
 PROST (Antoine), Les origines de la politique de la Recherche en France, 1939-1958, in Cahiers pour l'Histoire du CNRS 1939-1989, n° 1/1988.
 AN/Mission Recherche, État général des Fonds DGRST, 1958-1981, Paris, 1981.

1919

La Direction des Inventions devient industrielle.

29 décembre 1922

Loi instituant l'Office national des Recherche scientifiques et des Inventions.

1924

Établissement d'une taxe parafiscale prélevée sur les salaires versés aux ouvriers de l'industrie appelée le « sou du laboratoire » pour financer la Recherche fondamentale

1926

Construction de l'Institut de Biologie physico-chimique rue Pierre Curie grâce à une donation Edmond de Rothschild. Sa direction est confiée à Jean Perrin physicien professeur à la Sorbonne, Prix Nobel.

1928

Installation à Bellevue, du grand électro-aimant Aimé Cotton.

1930

Création d'une Caisse nationale des Sciences sous l'instigation de Jean Perrin. La vocation de cette Caisse est complémentaire de la Caisse des Recherches scientifiques (matériel de laboratoire) car elle octroie quant à elle, des bourses aux chercheurs. Pour l'attribution de ces bourses, la CNS crée la première organisation de la Profession: Attachés, Chargés, Maîtres et Directeurs de Recherche.

avril 1933.

Création du premier Conseil supérieur de la Recherche scientifique, présidé par Jean Perrin, et divisé en 11 sections réparties par disciplines.

1935

Jean Perrin fond les 2 Caisses en une unique : la Caisse nationale de la Recherche scientifique, placée sous les auspices du Conseil supérieur de la Recherche scientifique.

Printemps 1936

Création du Sous-secrétariat à la Recherche scientifique sur la demande de Jean Perrin. Il est confié par le Gouvernement Blum, à Irène Joliot-Curie. Succède en automne 1936, à Irène Joliot-Curie, Jean Perrin. Ce sous-secrétariat sera abrogé au printemps 1937.

Décembre 1936

Mise en place au Ministère de l'Éducation nationale, du Service central de la Recherche scientifique, dirigé par le physiologiste Henri Laugier. La création de ce service central institue ce Ministère, tuteur de la Recherche française au même titre que les autres Directions, notamment celle de l'Enseignement supérieur.

1937

Nouveaux grands laboratoires mis en chantier: observatoire de Haute-Provence, Institut d'astrophysique Bd Arago à Paris, laboratoire de synthèse atomique à Ivry, laboratoire des gros traitements chimiques (terres rares) à Thiais (21 mai 1937) et l'Institut de Biométrie humaine, également le 21 mai 1937 et rattaché en 1940 à l'Institut national d'orientation professionnelle.

24 mai 1938

Abrogation de l'Office national des Recherches scientifiques et des Inventions (ONRSI). Afin de coordonner les recherches nécessitées par la guerre, création des :

Haut-Comité de coordination de la Recherche scientifique, présidé par Jean Perrin (secrétaire général : Henri Laugier). Le Haut-Comité se doit d'assurer « la coordination de l'ensemble de la Recherche et des travaux scientifiques effectués par les services techniques des différents départements ministériels ». Le Haut-Comité se compose donc de 23 membres représentant les 3 constantes :

 1) les administrations intéressées aux problèmes de la Recherche appliquée (Présidence du Conseil, Ministères de l'Instruction publique, de la Défense nationale, des Travaux publics, de l'Économie)

- 2) le milieu scientifique français

— 3) le monde de l'Industrie Le Haut-Comité de 1939 peut être considéré comme l'ancêtre direct des instances créées après guerre qui aboutiront au Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST). Il est le premier organisme français à avoir entrepris de planifier l'ensemble de l'activité des laboratoires du pays, dans une perspective interministérielle, avec un fonctionnement en commissions.

Centre national de la Recherche scientifique appliquée (CNRSA), bras séculier du Haut-Comité, disposant comme moyens d'action, de ses propres laboratoires puisqu'il absorbe les installations de l'Office national des Recherches scientifiques et des Inventions. A sa tête, est nommé Henri Longchambon. Le CNRSA est constitué sous forme d'un Établissement public doté de la personnalité civile et de l'auto-

nomie financière. Il dispose d'un Conseil d'Administration (mis en place par décret du 11 février 1939) dont les membres sont en partie les mêmes que ceux du Haut-Comité. Le CNRSA est chargé de coopérer avec un Institut de la Recherche scientifique appliquée à la Défense\_nationale, créé le 28 juillet 1938 qui assure en principe, une coordination limitée aux recherches mendes par les trois armes. Pour coiffer cet ensemble, le décret de mai 1938 crée:

le Conseil supérieur de la Recherche scientifique appliquée. Divisé en 5 sections (maths, mécanique, physique, chimie et biologie appliquées), il est le pendant du Conseil supérieur créé par Jean Perrin en avril 1933 en science pure mais il ne semble pas avoir eu le moindre rôle.

# août 1938

Création par le CNRSA, d'un « Groupe de Bellevue » (dont la direction est confiée à André Labarthe) et auquel l'ensemble du personnel et le matériel de l'ONRSI est rattaché.

### 19 octobre 1939

Création du Centre national de la Recherche scientifique, par « souci de simplification et de rendement plus élevé des organes existants... « Le CNRS absorbe le CNRSA. Il reprend aussi les fonctions de la Caisse nationale et intègre le Conseil supérieur avec ses 11 sections et leurs membres. Le Service central, englobé lui aussi, fournit l'infrastructure administrative ainsi que le Directeur du nouveau CNRS: Henri Laugier. Celui-ci aura à ses côtés un Directeur pour la Section de la Recherche appliquée, Henri Longchambon. Ainsi naît dans la plus grande discrétion, six semaines après le début de la seconde guerre mondiale, un CNRS bicéphale, fruit d'un souci de simplification administrative et du précédent mis en place un an plus tôt, l'organisme chargé de Recherche appliquée. Dans son économie, le décret du 19 octobre réaffirme d'ailleurs que cette dernière reste une préoccupation centrale. Le CNRS est en effet chargé:

1) d'assurer des allocations aux chercheurs et de rémunérer

les aides techniques (Mission de l'ex-Caisse)

 2) d'étudier la création ou l'extension de laboratoires et éventuellement, d'y participer (Mission de l'ex-Caisse) mais aussi

 3) de coordonner l'activité des laboratoires du pays dans la perspective d'un effort de défense nationale. Le CNRS est chargé de la « mobilisation scientifique » de la Nation (Mission de l'ex-CNRSA)

 4) d'effectuer (ou de faire effectuer) des recherches à la demande des pouvoirs publics (Mission de l'ex-CNRSA) enfin
 5) d'intervenir dans un secteur que nous appelons aujourd'hui les actions d'accompagnement à la Recherche (financement de Missions, de publications...) et de gérer une caisse de soutien aux vieux savants.

#### mars 1941

Réforme Jacob du CNRS, en particulier refonte en une seule, des deux Directions (Recherche fondamentale et Recherche appliquée). Priorité est toutefois donnée à la Recherche appliquée. Simplification de l'organisation du Centre notamment le découpage du Conseil supérieur en sections.

2 novembre 1945

Le CNRS est chargé d'assurer la coordination des recherches poursuivies par les secteurs publics, l'industrie et les particuliers en établissant une liaison entre les organismes et les personnes qui se consacrent à des recherches

10 avril 1946

Création d'une commission interministérielle chargée de l'étude des problèmes relatifs au regroupement des organismes de Recherche scientifique et à la coordination de leurs travaux

septembre 1946-mars 1947

Projet de loi Thorez-Ramadier portant sur la création d'un Conseil supérieur de la recherche scientifique et technique

6 mai 1952

Arrêté portant création de la Commission de la Recherche scientifique et technique (Commissariat du Plan) dont le rapport Champetier est issu: nº Plan d'équipement, rapport général, nov. 1954

19 juin 1954

Cabinet Mendès-France: création du Secrétariat d'État à la Recherche scientifique et progrès technique: M. Henri Longchambon (décret N° 54-688 du 28 juin 1954)

14 septembre 1954

Décret nº 54-918 portant création du Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du progrès technique

1956

Colloque de Caen: manifeste des 12 points de Caen dégageant un projet global de développement scientifique

28 novembre 1958

Décret 58-1144 instituant :

- un Comité interministériel de la Recherche scientifique et technique (CIRST)

un Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST)

- un Délégué général à la Recherche scientifique et technique

29 novembre 1958

Décret portant nomination des 12 Sages du CCRST; Nomination de M. Piganiol, Délégué général

9 décembre 1959

Décret nº 59-1397 portant création d'un Fonds de développement de la Recherche scientifique et technique (Fonds de la Recherche) et arrêté du 9 décembre 1959 instituant les comités d'études d'actions concertées

18 mars 1960

Décret nº 60-309 relatif à la composition du CIRST, complémentaire au décret de création du 28.11.1958

4 mars 1961

Arrêté relatif à la création des actions concertées du Fonds de la Recherche et de comités techniques spécialisés (modifié par arrêtés des 13 mars et 4 avril 1962)

8 avril 1961

Décret nº 61-362 instituant officiellement la DGRST et précisant ses missions (préparation du Plan de la RST, inventaire des moyens de la Recherche)

31 mai 1961

Loi de programme relative aux actions complémentaires coordonnées du Fonds de la RST

4 avril 1962

Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST (non publié au J.O.)

16 juillet 1962

Arrêté du Premier Ministre concernant la participation à l'étude des problèmes que pose l'insertion des programmes de RST dans le Plan de développement économique et social

24 février 1964

Décret nº 64-182 relatif à la composition du CIRST, complémentaire au décret de création du 28.11,1958

4 avril 1964

Arrêté du Premier Ministre portant création au Commissariat général au Plan d'équipement et de la productivité d'une Comission de la Recherche scientifique pour le ve Plan 12 mars 1965 Décret nº 65-194 relatif aux attributions du Secrétaire d'État chargé de la RST et des questions atomiques et spatiales auprès du Premier Ministre

ANNEXES

8 novembre 1967

Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST

26 Juillet 1968

Décret 68-619 du 26 juillet 1968 relatif aux attributions du Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de la RST et des questions atomiques et spatiales

21 octobre 1968

Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST

2 avril 1969

Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST (non publié au J.O.)

18 juillet 1969

Décret nº 69-724 relatif aux attributions du Ministre du Développement industriel et scientifique

12 mai 1970

Décret nº 70-394 relatif à l'organisation du Ministère du Développement industriel et scientifique

5 août 1970

Décret n° 70-728 relatif à la coordination de la politique de RST par le Ministre du Développement industriel et scientifique

5 août 1970

Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST sous l'égide du Ministère du Développement industriel et scientifique

5 août 1970

Arrêté relatif à la nomination d'adjoints au Délégué général à la RST

14 juin 1974

Décret nº 74-584 relatif aux attributions du Ministre de l'Industrie et de la Recherche

29 juillet 1974

Décret n° 74-661 relatif à l'organisation du Ministère de l'industrie et de la Recherche 25 octobre 1974 Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST

29 octobre 1975 Décret n° 75-1002 relatif à la coordination de la politique de Recherche scientifique et technique — art.6-9: composition, attributions de la DGRST

19 novembre 1976 Décret nº 76-1052 portant modification du décret 75-1002 relatif à la coordination de la politique de RST (remplace l'art. 6 du décret 75-1002 — création du poste de Délégué général adjoint)

29 avril 1977 Décret nº 77-445 relatif aux attributions du Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre (Recherche) (M. Sourdille)

16 mai 1978 Décret nº 78-594 relatif aux attributions du Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre (Recherche) (M. Aigrain)

23 juin 1978 Décret nº 78-659 modifiant le décret 75-1002 relatif à la coordination de la politique de RST

29 septembre 1978 Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST (nomination d'un Directeur à la tête de la DGRST: M. Morin)

23 avril 1981 Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST (nomination d'un Directeur à la tête de la DGRST: M. Frejacques)

28 juillet 1981 Décret n° 81-723 relatif aux attributions du Ministre de la Recherche et de la Technologie

I<sup>nt</sup> décembre 1981 Décret n° 81-1056 relatif à l'organisation du Ministère de la Recherche et de la Technologie — abrogation du titre III du décret 75-1002 d'où suppression de la DGRST

13-16 janvier 1982 Journées nationales du Colloque Recherche et Technologie après 31 assises régionales sur la Recherche et la Technologie dans toute la métropole, les départements et territoires d'outre-mer, réunissant lors de journées d'études sectorielles, les travaux d'organismes de Recherche, les universités, les entreprises, les syndicats et les organisations professionnelles. De cette consultation nationale de la communauté scientifique, des thèmes se sont dégagés, repris sous forme juridique, par un projet de loi d'orientation et de programmation de la Recherche ainsi que celui sur l'orientation de l'Enseignement supérieur. D'autres grandes idées comme la révision des statuts des principaux organismes publics de Recherche et une coordination renforcée à travers les programmes mobilisateurs, une meilleure information sur les technologies de pointe (CESTA) et une coopération internationale accrue (colloque franco-japonais et pays en voie de développement) ont vu le jour à l'occasion de cette consultation nationale.

29 juin 1982 Décret relatif à la nomination du Ministre de la Recherche et de l'Industrie

15 juillet 1982 Loi nº 82-610 d'orientation et de programmation pour la Recherche et le développement technologique de la France. Cette loi, mise en oeuvre pour les années 1982-1985, comporte deux grandes parties;

la programmation des moyens et des actions
 les grandes orientations de la Recherche et de la technologie

Au titre de la programmation, les programmes mobilisateurs ont pour objet d'associer l'ensemble des moyens disponibles dans les organismes de Recherche, les laboratoires universitaires, les entreprises nationales, les centres de recherche et les entreprises privées. Ils associent les différentes formes de la Recherche : la Recherche fondamentale, la Recherche appliquée ou finalisée et le développement technologique.

7 axes de recherche ont été rotenus :

Utilisation rationnelle de l'énergie et diversification énergétique
Essor des Biotechnologies

Maîtrise du développement de la filière électronique
Recherche scientifique et innovation technologique au service du développement du Tiers-Monde
Recherche sur l'emploi et l'amélioration des conditions de travail

Promotion du français langue scientifique et diffusion de

la culture scientifique et technique Développement technologique du tissu industriel





juillet 1982

Institué par la loi 82-610 du 15 juillet 1982, le Conseil supérieur de la Recherche et de la Technologie (CSRT) comprend 40 membres nommés par le Ministre, sur proposition des organismes de Recherche et des universités, en fonction de leurs compétences en recherche ou dans les domaines économique. social et culturel (nomination de M. François Kourilsky, Directeur de Recherche à l'INSERM en qualité de Vice-Président). Le CSRT constitue l'instance de consultation du Ministre chargé de la Recherche pour tous les grands choix de la politique scientifique et technologique du Gouvernement. Il est placé auprès du Ministre chargé de la Recherche et présidé par lui.

9 septembre 1982

Décret nº 82-768 relatif à l'organisation de l'administration centrale du Ministère de la Recherche et de l'Industrie

22 février 1983

Décret nº 83-126 relatif à la création du Centre d'Études des Systèmes et des Technologies avancées (CESTA), il constitue un observatoire unique de développement et du changement technologique (à la fois lieu de veille, de prévision et de prospective), un support à la décision publique et privée (assistance concrète aux choix technologiques), un carrefour d'animation, de formation et d'information sur les technologies de pointe et leurs conséquences économiques, sociales et politiques. Il bénéficie du statut d'établissement public industriel et commercial. placé sous la tutelle du Ministère de la Recherche et de l'Industrie.

11 mars 1983

Décret nº 83-182 relatif à la définition et à la mise en oeuvre de la politique nationale de recherche en coopération pour le développement.

30 mars 1983

Décret nº 83-256 relatif aux attributions du Ministre de l'Industrie et de la Recherche

4 juin 1984

Décret nº 84-425 portant modification du décret nº 82-768 du 9 septembre 1982 relatif à l'organisation de l'administration centrale du Ministère de la Recherche et de l'Industrie : Installation de la Direction de l'Information et de la communication (DIC)

2 août 1984

Décret nº 84-754 relatif aux attributions du Ministre de la Recherche et de la Technologie

2 janvier 1985

Décret nº 85-9 portant modification du décret nº 82-768 du 9 septembre 1982 relatif à l'organisation de l'administration centrale du Ministère de la Recherche et de l'Industrie (abrogation des articles 4-7) et portant modification des attributions de la MST, du comité de programmes et la DGRT (constituée de la Direction de l'organisation et de la promotion de la Recherche, la Direction du Financement de la Recherche et le service de programmation de la Recherche)

7 février 1985

Avis du CSRT sur le Bilan de la loi d'orientation et de programmation et les suites à y donner

14 mars 1985

Mise en place de la Commission de la Recherche et du développement technologique dite « Plan-Recherche » conjointement par M. Deferre, Ministre d'État, chargé du Plan et de 'Aménagement du Territoire et M. Hubert Curien, Ministre de la Recherche et de la Technologie. La Commission, présidée par M. Kourilsky, Vice-Président du CSRT comprenait 10 personnalités du CSRT ainsi que des partenuires sociaux et des membres des autres ministères. Le mundat de cette commission était concentrée sur 5 points : le développement de la Recherche industrielle, une politique à long terme de l'emploi scientifique, l'évaluation des programmes de recherche, les grands équilibres. du développement de la Recherche et les mesures d'accompagnement adéquates. La Commission a fait en outre des propositions sur la dimension régionale de la politique de recherche

25 avril 1985

Avis du CSRT sur le rapport de la Commission PLAN-RECHERCHE

24 mai 1985

Avis du CSRT sur le projet de loi sur la recherche et le développement technologique (Plan triennal 1986-1988)

27 juin 1985

Avis et recommandations du CSRT concernant le schéma d'orientation scientifique et technique (SOST). A la suite de cet avis, un travail a été mené au sein du Ministère, en concertation avec la Commission « Évaluation et prospective » du CSRT. La réflexion a été conclue le 2 décembre 1985 par M. Hubert Curien, Ministre de la Recherche et de la Technologie, au cours d'une réunion associant les responsables du Ministère et, notamment le Président de la Mission scientifique et technique, avec des personnalités du CSRT.



30 juillet 1985

Décret nº 85-808 relatif aux services d'administration centrale propres au Ministère de la Recherche et de la Technologie

26 septembre, 5 décembre 1985

Information du CSRT sur le programme EURÉKA et son déroulement, lors de sa phase de lancement et après la réunion de Hanovre où une dizaine de projets ont été retenus

5 décembre 1985

Avis du CSRT sur le nouveau programme mobilisateur « Culture scientifique et technique ». Ce programme fait suite au PM/Promotion du français, langue scientifique et diffusion de la culture scientifique et technique, programme lancé en 1982 et sur lequel le CSRT avait recommandé de nombreux changements.

23 décembre 1985

Loi nº 85-1376 relative à la Recherche et au développement technologique ayant pour objectif de dresser un plan triennal pour la Recherche 1986-1988, en 7 points :

Intensifier l'effort de Recherche Dynamiser la Recherche industrielle

Promouvoir une programmation à long terme de l'emploi scientifique

Prendre en compte la dimension régionale de la politique de Recherche et de développement technologique

Assurer l'évaluation des programmes et des politiques de Recherche

Assurer la programmation des moyens du budget civil de Recherche et de développement

Développer la coopération internationale

20 mars 1986

Décret de nomination de M. Alain Devaquet en qualité de Ministre délégué auprès du Ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (J.O. du 21 mars 1986)

24 avril 1986

Décret nº 86-721 relatif aux attributions du Ministre délégue auprès du Ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

6 décembre 1986

Décret nº 86-1264 relatif à l'organisation des services d'administration centrale chargés de la Recherche mis à disposition du Ministre délégué auprès du Ministre de l'Éducation nationale. chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

6 décembre 1986

M. Devaquet présente sa démission au Premier Ministre

8 décembre 1986

Décret mettant fin aux fonctions de M. Devaquet (J.O. du 9 décembre 1986). Retrait par le Premier Ministre de l'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, de M. Devaquet sur l'Enseignement supérieur

20 janvier 1987

Nomination de M. Jacques Valade, en remplacement de M. Devaquet

7 mars 1987

Lancement d'un programme national de Recherche sur le SIDA par le Premier Ministre. Constitution du Conseil de direction du PNRS

mai 1987

Rapport de M. Laurent Schwartz aur un projet de réforme universitaire

juillet 1987

Mise en place par M. Jacques Valade, Ministre délégué chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, de la nouvelle assemblée des Sages pour la Recherche : le Conseil supérieur de la Recherche et de la Technologie (CSRT). Les membres de cette 3º mouture CSRT au nombre de 40, sont pour la plupart des nouveaux : 9 seulement proviennent de l'ancien Conseil, Jean-Pierre Causse, Directeur général adjoint de Saint-Gobain a été nommé vice-président de cette assemblée présidée par le Ministre. 5 orientations de travail ont été définies :

L'évaluation

La Recherche et les transferts de technologie

Les régions

L'emploi scientifique

Le financement de la Recherche

22 septembre 1987

Mission du Ministre chargeant le CSRT d'entreprendre une évaluation sur l'efficacité des contrats de plan État/Régions dans le domaine de la Recherche

31 décembre 1987

Décret nº 87-1167 fixant les conditions de liquidation du Centre d'Études des Systèmes et des Technologies avancées (CESTA)



10 mai 1988 Décret mettant fin aux fonctions de M. Valade (J.O. du 11 mai 1988)

12 mai 1988 Décret de nomination de M. Hubert Curien en qualité de Ministre délégué auprès du Ministre d'État, Ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche et des sports, chargé de la Recherche

20 juillet 1988 Décret nº 88-838 relatif aux attributions du Ministre de la Recherche et de la Technologie

10 mars 1989 Décret n° 89-168 portant organisation de l'administration centrale du Ministère de la Recherche et de la Technologie

### CABINETS MINISTÉRIELS 1954-1959<sup>39</sup>

La prise en compte politique du domaine de la Recherche s'effectue en 1954, lors de la constitution du gouvernement Mendès-France. Le nouveau président du Conseil crée auprès de lui, un Secrétariat d'État à la Recherche (décret du 19 juin) et le confie à Henri Longchambon. Le Secrétariat d'État était un véritable ministère de la Recherche assurant la tutelle des institutions de Recherche, par délégation des Ministres concernés, ainsi que celle du CEA.

Après la chute de Mendès-France, Edgar Faure ne reprend pas cette initiative et si un secrétariat d'État à la Recherche figure par la suite dans les Cabinet Guy Mollet (1956-1957) et Félix Gaillard (1957-1958), c'est dans une position très diminuée:

Guy Mollet

M. Georges Guille, Secrétaire d'État à la Recherche scientifique et à l'énergie atomique (décret du 1<sup>er</sup> février 1956) tutelle du CEA uniquement

M. Hammadoun Dicko, Soux-secrétaire d'État (décret du 17 mars 1956) Conseil supérieur de la Recherche scientifique et technique. Félix Gaillard M. Hammadoun Dicko, Sous-secrétaire d'État Éducation nationale (Décret du 18 novembre 1957) Tutelle CNRS

Il faut attendre De Gaulle nouveau Président du Conseil (1958-1959) pour que soit nommé le premier Ministre d'État chargé de la Recherche scientifique et technique: M. Louis Jacquinot (décret du 1<sup>st</sup> juin 1958). Il sera démis de ses fonctions en mars 1960.

> Cabinet Charles de GAULLE 1" juin 1958 - 8 janvier 1959

Président du Conseil, ministre de la Défense nationale...
(Est chargé, en outre des attributions précédemment exercées par le ministre de l'Algérie) (à partir du 12-6-1958).
Ministre d'État...
(Est chargé, en outre, des attri-

(Est chargé, en outre, des attributions conférées au président du Conseil relative au statut général des fonctionnaires) (à partir du 14-6-1958).

Ministre d'État

Ministre d'État.

Garde des Sceaux, ministre de la Justice (Est chargé, en outre, de l'intérim du ministère de la Reconstruction et du Logement et de celui des Anciens combattants et Victimes de la guerre du 3-6-1958 au 9-6-1958).

(Prend le titre de ministre des Finances et des Affaires économiques le 23-7-1958). Charles de GAULLE.

Guy MOLLET.

Pierre PPLIMLIN. Félix Houphouet-Boigny. Louis Jacquinot. Michel Deuré.

Maurice Couve de Murville, Émile Pelletier. Pierre Guillaumat. Antoine Pinay.



<sup>59.</sup> PROST (Antoloe), Les origines de la politique de la recherche en France (1939-1958), in Cahierz peue l'Histoire du CNRS 1939-1989, n° 1/1989, p. 49. La composition des Cabinets Mendès-France, Guy Mollet et Félix Gaillard figure dans AN. État général des Fonds, Tonse v, 1946-1958, Paris, AN, 1988, pp. 447, 450, 457.

Investiture et nomination des membres du Gouvernement, 1<sup>ω</sup> juin 1958 (J.O. du 2 juin 1958).

<sup>2</sup> Démission, 8 janvier 1959, en raison de la proclamation du président du Conseil comme président de la République.

(Est chargé, en outre, de l'intérim du ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme et du ministère de l'Agriculture du 3-6-1958 au 9-6-1958).

Éducation nationale.....

(Est chargé, en outre, de l'intérim du ministère de la Santé publique et de la population) (à partir du 3-6-1958).

Ministres (provisoirement sans attribution)

France d'Outre-mer (à partir du 3-6-1958)
Sahara (à partir du 3-6-1958)
Ministre délégué à la Présidence
du Conseil (à partir du 3-6-1958)...
(Chargé des attributions dévolues

(Chargé des attributions dévolues au président du Conseil en matière de radia, télévision et presse du 12-6-1958 au 7-7-1958).

Travaux publics, Transports et Tourisme (à partir du 9-6-1958) ..... Industrie et Commerce (à partir du 9-6-1958) ..... S. d'État (à partir du 1-6-1958).....

Agriculture (à partir du 9-6-1958).
Construction (à partir du 9-6-1958).
Anciens combattants et victimes de guerre (à partir du 9-6-1958).....
Postes, Télégraphes et Téléphone (à partir du 9-6-1958).....
Santé publique et Population (à partir du 7-7-1958)....
Information (à partir du 7-7-1958).
Ministre délégué à la Présidence du

Conseil (à partir du 7-7-1958)......

Jean BERTHOIN.
Paul BACON.

Bernard Cornut-Gentille. Max Lezeune. André Malraux. Bernard Cornut-Gentille. Max Lezeune.

André MALRAUX.

Robert BURON.

Édouard RAMONET. Édouard RAMONET (jusqu'au 9-6-1958). Roger HOUDET. Pierre SUDREAU.

Edmond MICHELET.

Eugène THOMAS.

Bernard CHENOT.
Jacques SOUSTELLE.

André BOULLOCHE.

### MINISTRES CHARGÉS DE LA RECHERCHE SOUS LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE 1959-1989

### L MINISTRES D'ÉTAT ET MINISTRES DÉLÉGUÉS SOUS DE GAULLE

Gouvernement/ dates	Noms	Dates	Postions
DERRÉ 8 janvier 1959 14 avril 1962	Louis Jacquinot	janvier 59 mara 60	Ministre d'État chargé de la Recherche scientifique et technique
	Piecre Gollfaumai	mars 60 aveil 62	Ministre délègué auprès du Premier Ministre, chargé de la Recherche scientifique et technique.
POMPIDOU 15 avril 1962 22 février 1965	Gaston Palewski	avril 62 février 65	Ministre d'État chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales
POMPIDOU 2) février 1965 8 janvier 1966	Yvon Bourges	février 65 janvier 66	Sociétaire d'État auprès du Premier Ministre, chargé de la Rocherche acientifique et des Questions atomiques et apatiales.
POMPIDOU 9 janvier 1966 7 aveil 1967	Alain Peyrefitte	janvier 66 avril 67	Ministre délégad chargé de la Recherche scientifique et des Questions alomiques et spatiales.
POMPIDOU 8 avril 1967 31 mai 1968	Maurice Schumann	avril 67 mai 65	Ministre d'État chargé de la Recherche scientifique et des Questions alomiques et spatiales.
1 juin 1968 10 juillet 1968	Christian de la Malene	mai- juilles 68	Ministre chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales.
COUVE DE M 11 juillet 1968 20 juin 1969	URVILLE Robert Galley	juitles 68 juin 69	Ministre délégué suprès du Premier Ministre, chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales.

### II. LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE AU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, 1949-1977

dates Nome		Dates	Fonctions				
CHABAN-DEL 21 juin 1969 5 juillet 1972	MAS François-Xavier Ortoli	juin 69 juillet 72	Ministra du développement industriel et scientifique.				





MESSMER 6 juillet 1972 27 février 1974	Jean Churbonnel	juillet 72 février 74	Ministre du développement industriel et acientifique.
MESSMER 28 février 1974 27 mai 1974	Yves Guena	février - mai 1974	Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanst.
CHIRAC BARRE 14 juin 1974 29 mars 1977	Michel D'Ornano	juin 1974 mars 1977	Ministre de l'Industrie et de la Recherche

# III. SECRÉTAIRES D'ÉTAT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE, 1977-1981

	í	1	į
ı	ı	ŀ	_
	ı	1	1
	ı	1	
	ı	١	1
	ı	Î	í
J	,	1	+

Gouvernement/ dates	Noms	Dates	Fonctions
BARRE, 30 mars 1977 31 mars 1978	Jacques Sourdille		Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre chargé de la Recherche.
BARRE 6 avril 1978 mai 1981	Fierre Aigrain	avril 1978 mai 1981	Secrétaire d'Étai auprès du Premier Ministre chargé de la Recherche

# IV. MINISTRES D'ÉTAT, MINISTRES ET MINISTRES DÉLÉGUÉS DEPUIS 1981

Gouvernement/ dates	Noms	Dates	Fonctions
MAUROY mai 1981 29 jain 1982	Jean-Pierre Chevenement	mai 1981 juin 1982	Ministre d'État ministre de la Recherche et de la Technologie
MAUROY 30 juin 1982 22 mars 1983	Jean-Pierre Chevenement	juin 1982 mars 1983	Ministre de la Recherche et de l'Industrie.
MAUROY 23 mars 1983 19 juillet 1984	Laurent Fabius	mars 1983 juillet 1984	
FABIUS 20 juillet 1984 20 mars 1986	Hubert Curies	juillet 1984 mars 1986	
CHIRAC 21 mars 1986 9 mai 1988	Alain Devaquet	mars (986) 8 dec. 86	Ministre délégué auprès du Ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Recherche et de l'enseignement supérieur.
	Jacques Valade	21 juny, 87 mai 1988	Ldem

ROCARD 10 mai 1988	Hubert Curien	10 mai- 27 juin 1988	Ministre diligué suprès de Ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Recherche.
	Hubert Carien	28 juin 1988	Ministre de la Recnerche et de la Technologie.

# DGRST

# DÉLÉGUES GÉNÉRAUX, DÉLÉGUES GÉNÉRAUX ADJOINTS, DIRECTEURS

Pierre Piganiol	Délégué général 1958-1961	Décret du 29,11,1958
André MARÉCHAL	Délégué général 1961-1968	Décret du 5.9.1961
Pierre AIGRAIN	Délégué général 1968-1973	Décret du 7,2.1961
Hubert Curren	Délégué général 1973-1976	Arrêté du 25.7.1973
Roland Morin	Dělěgué général adjoint 1974-1976	Arrêtê du 29.10.1974
Bernard GREGORY	Délégué général 1976-1977 (décédé le 24.12.1977)	Décret du 8.7,1976
Roland Mortin	Délégué général adjoint 1976-1977 fonctions de Délégué g janvier-mai 1978	
	Directeur/DGRST juin 1978-fév 1980	Décret du 23.6.1978
Claude FREIACQUES	Directeur/DGRST mars 1980-mai 1981	Décret du 17.3.1980



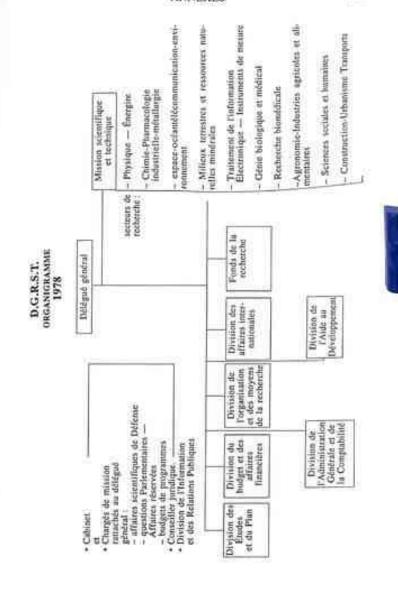
## STRUCTURES ADMINISTRATIVES DE LA RECHERCHE 1963

MÉMOIRES ÉCRITES DE LA RECHERCHE



Extrait de : DGRST, les actions concertées, rapport d'activité, 1963, Paris, La Documentation française, 1964.

administratif.



# ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE,

Chargés de mission auprès du Chef

Formation

Cloudine Razensztrach

de la mission : Programme mobilisates français langue scienti fique et culture scientifique

JUIN 1982

Cahinet Service de l'information etdes Relations Pabliques (SIREP) Chef da servico Patrico Van Leiberghe

Ministre

Centre de Prospective et d'Évaluation (CPE) Chef du Centre Thierry Gaudin Charge de mission Zika Mikailavic Centre d'Études des Systèmes et Technologies Avancées (CESTA)

Mission Interministérialie de l'Information Scientifique et Technique (MIDIST)

Président Jean-Pierre Kahane Chef de la Mission Bernard Catsen Adjoint chargé des affaires administratives et financières Guy Martinière

Chef dis de l'évaluation
Chef dis département
Philippe Roqueplo
Département de la prisspective scientifique et technologique Chaf du département Marcel Bayen Address Hayen
Département de l'information
spécialisde
(tianque de données)
Chef du département
Mussice Ronaj
Département de la diffusion et de l'animation culturelle Chef du département

Départament des

et technique Guy de Saint-Maur Faul Bronzeng Département de l'édition et Jeanine Feery Relations publiques Martine Herlem Chaf du département Jean-Pierre Marigur Relations internationales. Marie-France Marin Roland Rebois

Mission Scientifique et Technique (MST) Chef de la mission Yves Farge Adjoint Jacques Behr

Département physique, mathématiques Chef du département André Landenson Département chimie Chef du département Jacques Behr Département mécanique-tubolique Chef du département Gilbert Payon Département du departement Gilbert Payon

Département science des matériaux métallurgie, transformation des matières permières Chef du département Jean-François Gobin

Département électronique, informatique télécommunications, instrumentation Chef du département Jean-louis Tecner Département espace, océans, environne-ment Chef du département Jean-max de Lamane Département énergie, matières premières.

sciences de la terre Chef du département Robert Mahl Département sciences de la vie et de la santé Chef du département Jean Rosa Département du génie biologique et médi-

Chef du département Jean-Claude Bisconie

Bisconte
Département agriculture et industries
agricoles et alimentaires
Chef du département Alford Conera
Département transport, urbanisme, loge-

Chef du département Michel Ficheur Département sciences de l'homme et de la société

Chef du département Philippe Barret Département recherche et technologie dans les zones tropicales et arides Chef du département Henri Carsalade

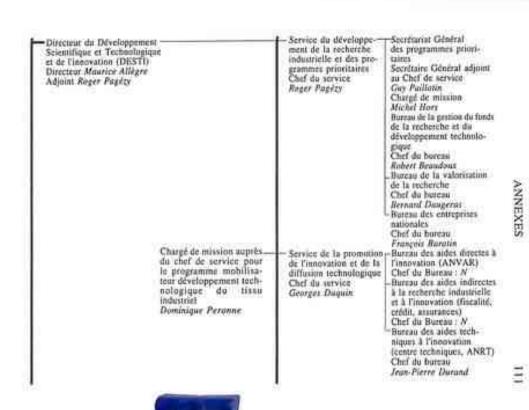
8

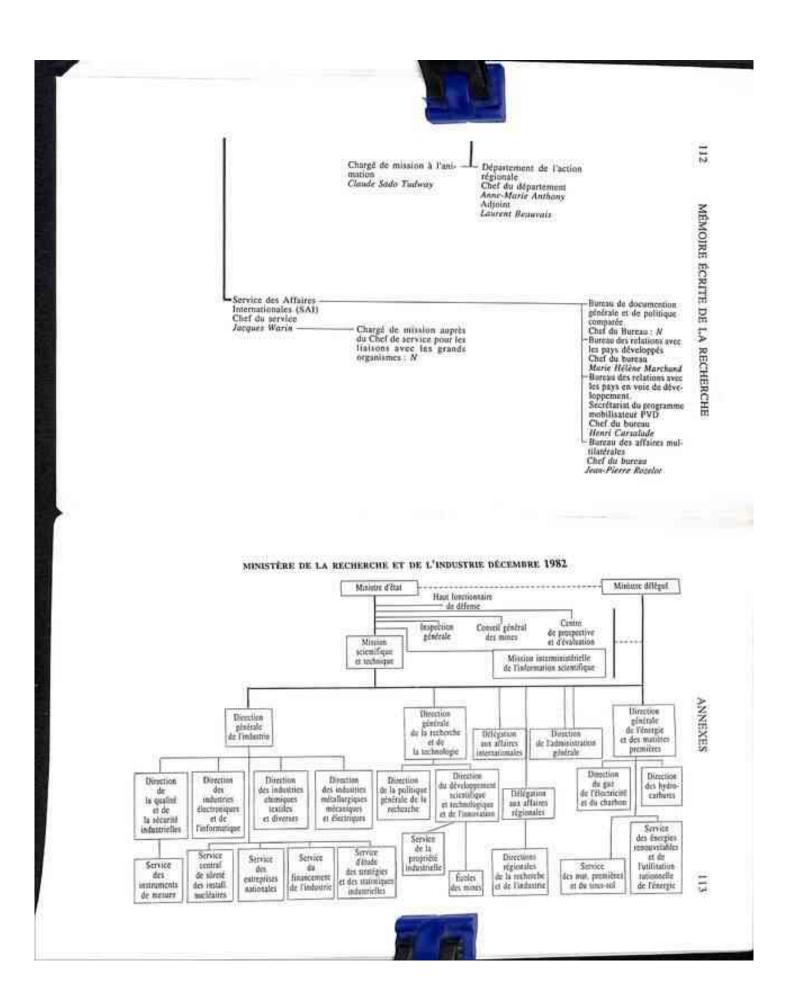
MÉMOIRE ÉCRITE DE LA RECHERCHE

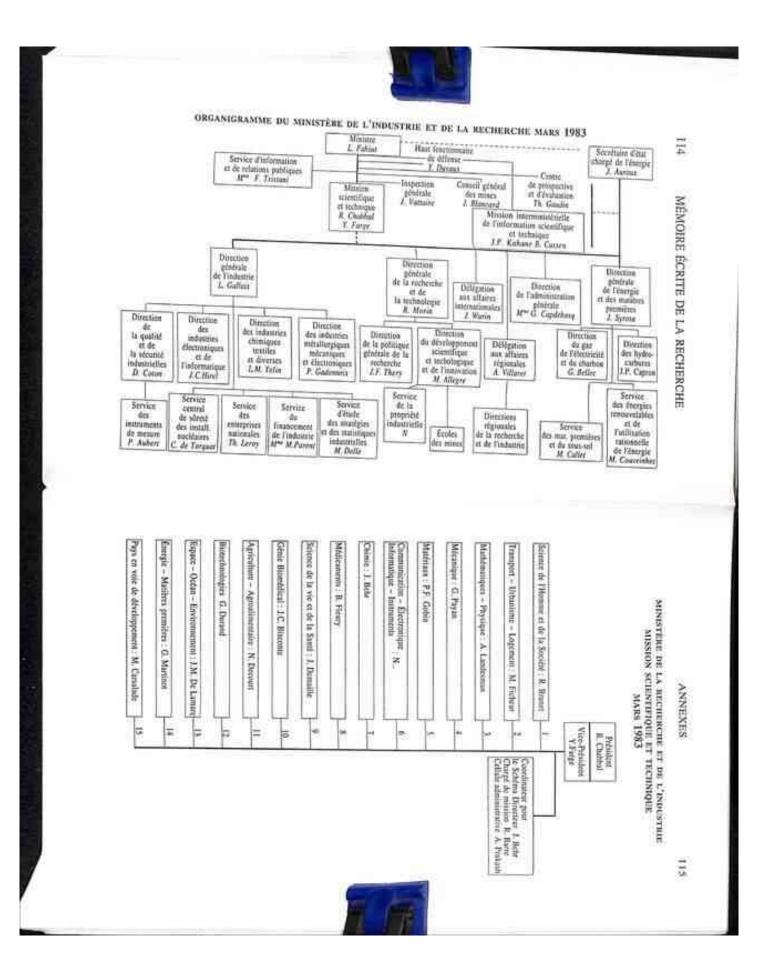
9

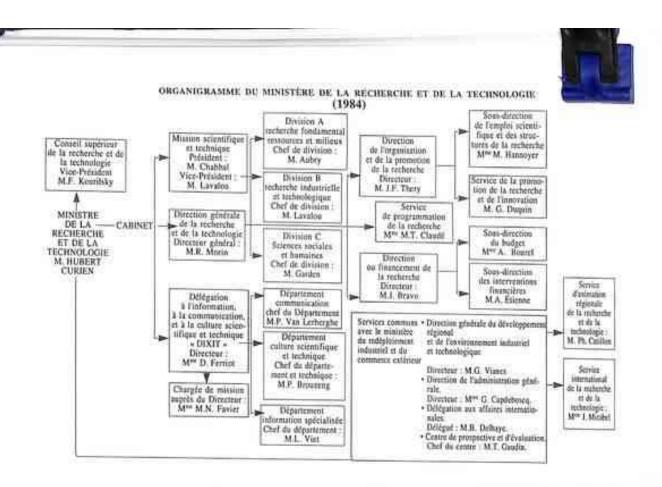


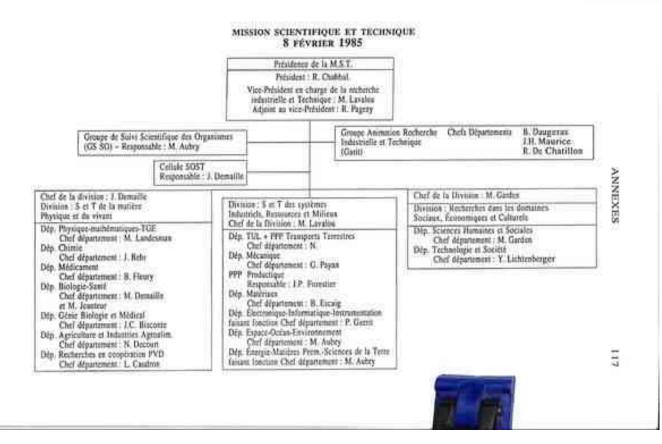
Direction de la politique Générale (DPG) Directeur Jean-François Théry ervice de la Programmation, Bureau de l'instruction Chef du service Jacques Bravo sor programme Chef du Bureau : N Chargés de mission auprés du Directeur Relations avec le CNRS Adjoint Jacques Beave Bureau de l'analyse du potentiel national de recherche et Jean-Pierre Chevillot Affaires réservées Conseiller Juridique Développement Chef du hurzau Raymond Paignant Alain Etienne Relations avec le minis-Faul Bartoli tère de la Défense Josques Sous Direction des affaires Boreau du bodget budgétaires et financières Chef du Boreau ; N Sous-direction Perpet - Relations avec le CEA Philippe Savelli. Marie-Thérèse Funet lité et de l'ordonnance-Chargés du bureau Madeleine Decolin Bureau de l'emploi et de la formation Chargé de mission auprès du Sins-Directeur Gilbert Jeunet Sous Direction de l'emploi scientifique et des struc-tures de la recherche Chef du bureau, adjoint au Sous-directeur Sous-Directour Michèle Hannoyer Michel-Poircus Bureau des structures de la recherche Chef du bureau Gilbert Ghys Département de l'adminis-tration générale (personnel, action sociale gestion immo-bilière finettionnement géné-Chef du département Georges Grall

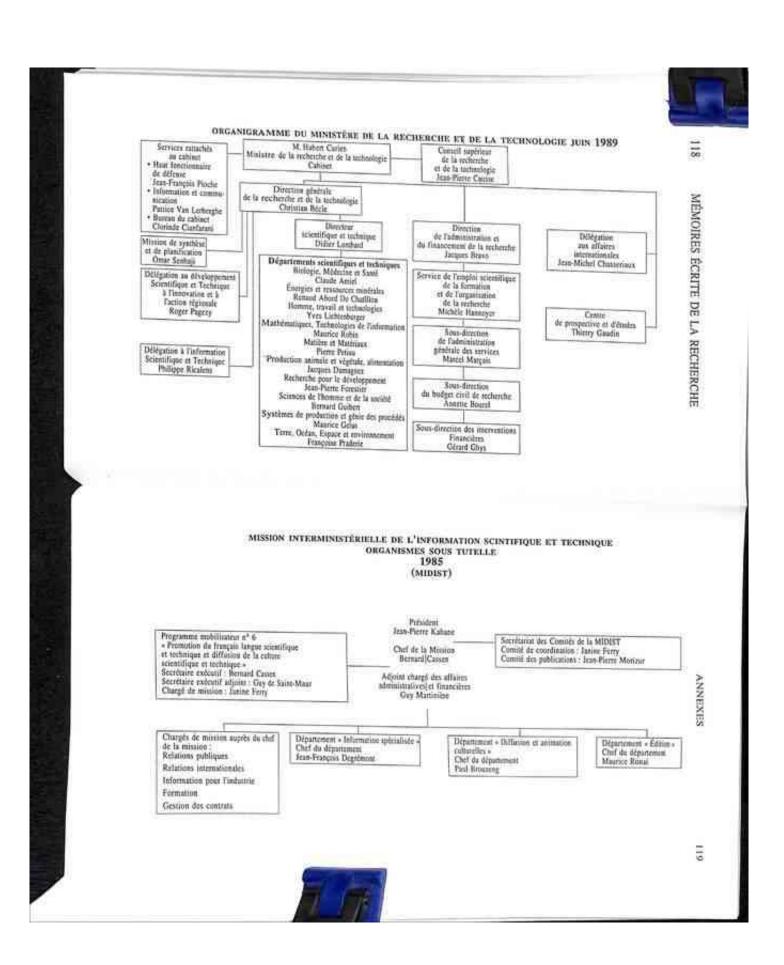




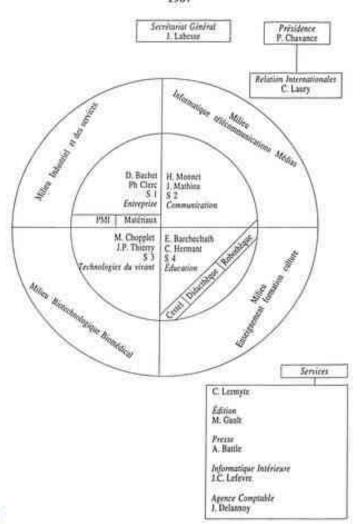




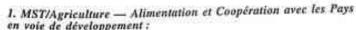




# ORGANISMES SOUS TUTELLE CENTRE DES SYSTÈMES ET TECHNOLOGIES AVANCÉES (CESTA) 1987



# DÉLÉGATION GÉNÉRALE A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ACTIONS CONCERTÉES



Équilibres et lutte biologiques — fixation biologique de l'azote — gestion des ressources naturelles renouvelables — lutte biologique — lutte contre l'aridité en milieu tropical — matériau bois — nutrition animale et humaine — nutrition humaine — protéines d'organismes unicellulaires — technologie agricole/technologie agricole et alimentaire — toxicologie alimentaire/qualité et physiopathologie des aliments — valorisation énergétique des déchets agricoles.

# 2. MST/Chimie:

Action sélective en chimie organique/activation sélective en chimie organique — chimie analytique appliquée — chimie macromoléculaire — chimie moléculaire du fluor — combustion et sécurité
des matériaux au feu — énergie et génie chimique — matériaux
macromoléculaires — polymères nouveaux et améliorés — processus sélectifs en chimie organique et minérale — récupération du
caoutchouc et des matières plastiques — Rhône-Alpes matériaux
composites — techniques de séparation à l'aide de matériaux macromoléculaires — techniques physico-chimiques de séparation.

# 3. MST/Électronique — traitement de l'information — Télécommunications et Instruments de mesure :

Automation — automatisation et grands systèmes/automatisation et systèmes — automatisation industrielle — calculateurs —
calculatrices électroniques — capteurs — composants et circuits
microminiaturisés — composants passifs — conversion des énergies
— cryoélectricité — électronique — électronique automobile —
électrotechnique générale — électrotechnique nouvelle — instruments de mesure — matériaux électroniques et optoélectroniques —
physique électronique — robotique industrielle.

# 4. MST/Énergie — Matières premières et Milieux naturels :

Charbon — générateurs électrochimiques — géologie et aménagement — hydrogène — maîtrise de l'eau dans les bassins méditerranéens — nodules polymétalliques — photopiles solaires recherches de facteurs contrôlant les proinéralisations sulfurées du





nickel — recherches sur certaines sources d'énergie complémentaires — sciences de la terre — sciences de la terre et les problèmes d'aménagement — urbanisme et construction — thermique et thermodynamique — utilisation rationnelle de l'énergie — valorisation des ressources du sous-sol.

# 5. MST/Espace — Océan et Environnement :

Eau — exploitation des océans — nuisances acoustiques — planétologie — pollution atmosphérique — recherches atmosphériques — télédétection des ressources terrestres — variations climatiques naturelles ou provoquées — le Vaudreuil.

# 6. MST/Matériaux — Métallurgie — Mécanique et Industries de transformation :

Matériaux - mécanique - métallurgie.

# 7. MST/Physique — Mathématiques — Physique nucléaire et grands équipements :

Lusers de puissance.

# 8. MST/Recherche biomédicale :

Application de la génétique — biologie de la reproduction et du développement — biologie des secrétions digestives exocrines — biologie et fonctions du myocarde — biologie et pathologie des parois artérielles — biologie moléculaire — biotechnologie — cancer et leucémie — cancérogénèse et pharmacologie du cancer — dynamique du neurone et des ensembles neuronaux — échanges respiratoites et circulatoires — études interdisciplinaires sur le petit mammifère — fonctions et maladies du cerveau — génie biologique et médical — génie biologique et médical/animaux de laboratoire — immunologie des transplantations d'organes — interactions moléculaires en biologie — interactions molécules/organismes vivants — interrelations aliments/tube digestif — manipulations génétiques/recombinaisons génétiques in vitro — mécanismes de reconnaissance à l'échelle moléculaire — membranes biologiques — membranes biologiques/structures et fonctions — pharmacobiochimie : polypeptides — sports.

# 9. MST/Sciences de l'homme et de la Société :

Analyse des systèmes sociaux complexes — analyse et théorie des organisations — analyse quantitative de l'économie française —

archéologie métropolitaine — conflits et négociations — consommation — contrôle social de la déviance — croissance/emploi — développement culturel et croissance économique — développement spatial/cadre de vie et mobilité — division internationale du travail — documentation scientifique — documentation scientifique et technique — enseignement programmé — Europe temps présent — formation et emploi — informatique et sciences humaines — Japon contemporain — politiques sociales — problèmes de planification — recherches scientifiques et amélioration des conditions de travail — recherches sur les processus et les conditions de travail de l'élève — sciences économiques et problèmes de développement — socio-écologie — socio-économie de la santé — socio-économie du développement — technologie-emploi-travail — technologie pédagogique — théorie de la décision et politiques publiques — travail féminin.

# 10. MST/Transports - Urbanisme et Logement :

Espace et cadre de vie — habitat et génie civil — recherche urbaine — socio-économie des transports — tourisme et loisirs — urbanisation — urbanisme commercial.





# Documents d'archives



# POLITIQUE DE LA RECHERCHE ET SON FINANCEMENT

- 1 - Lettre de Frédéric Joliot à Monsieur le Secrétaire d'État à la Recherche scientifique et au Progrès technique concernant la modernisation technique du laboratoire de physique et chimie nucléaire du Collège de France et du laboratoire de synthèse atomique du CNRS, 3 décembre 1954

(AN, 82/0254, art 38, liasse 127).

2 - Lettre de Irène Joliot-Curie à M. le Sous-Secrétaire d'État à la Recherche scientifique sur la construction d'un accélérateur pour les besoins de l'Institut de physique nucléaire et radioactivité prévu à Orsay, 16 décembre 1954

(AN, 82/0254, art 38, liasse 127).

-3 - CCRST: Mise à l'étude des options envisagées au cours de la réunion du 20 mai 1959. A noter la distinction entre grandes options et options mineures ou actions concertées, 1959 (AN. 81/0401, art 58, liasse 143)

— 4 — Article de Florence Fayard à « propos de récents débats parlementaires concernant le fonds de développement de la Recherche

<sup>60.</sup> Les fac-similés sont tous issus de fonds de la Recherche conservés dans le dépôt des Archives nationales à Footaineblesse et dans le dépôt des archives intermédiaires du Ministère.

scientifique » para dans La Vie de la Recherche scientifique, nº 34, juin-juillet 1961

(AN, 87/0323, art 6, liasse 4)

- 5 - CNRS, effectifs des chercheurs en sciences exactes et sciences humaines, juin 1963

(AN, 81/0401, art 61, liasse 152)

- 6 - Crédits engagés par secteurs de recherche de 1961 à 1965 (Mission Recherche, MA 182)

7 - Dotation des 9 premières actions concertées pour les années 1961-1963 (Document de travail remis aux membres du CCRST en octobre 1963)

(AN, 81/0401, art 61, fiasse 152)

-8 - Lettre de M. Blanc-Lapierre, Président du CCRST, adressée au Président de la République sur le budget Recherche 1965,

(AN, 81/0401, art 62, liasse 154)

- 9 - Structures administratives de la Recherche et organismes participant à l'élaboration de la politique scientifique : schémas ex-traits de Maniellaboration de la politique scientifique : schémas extraits de Maréchal (André). L'élaboration de la politique scientifique en France (Rome, 1966)

(Mixsion Recherche, RE 104 supplément)

- 10 - Événements de mai 1968 : Arrêté du 5 juin 1968 portant création du Conseil provisoire de la politique de recherche scien-

(Mission Recherche, RE 104 supplément)



# COLLEGE DE FRANCE

Groups on Charges Parts, 1s 3 cocombre 1934.

---23/31 7115

M. Frédéris Jolist Machre de l'Institut - Prix Mobel Profeseour su Collège de France

Mometeur le Seurétuire d'Etat à le Recharghe Scientifique et su Progrès Technique \$8, rue de Bellechasse - Paris,

Munateur le Ministre,

Je no permete de vome faire perventr sous ce pli une cepte de la lettre que l'adresse à Monalogr le Directeur du Centre Mational de la Recharche h Monstour le cirrettur du Cunity Mational de la Beshards Scientifique, conservant les demandes de crédits, en vuo de la modernimetton technique du Laboratoire de Physique et Inicia Nucléaires du Collège de Prenne et de Labora-toire de Symthèse atomique du G.S.S., Je joine à cette lattre les dossiers relatife à ces demandes.

l'Administrateur du Collège de France, des demandes pour mouvrir des frais qui devraient être à la charge de set établissement. Il s'agit des demandes suivantes :

s\*) Andragement de locaux, à chiffret per les architectes du Collège de France.

Je ne permeta d'attiror partiru-librement votre attention sur l'intérêt de l'ensemble de nus demandes pour la modernisation technique de Sman importante imboratoires de Vhysique Busidaire,

Venilles agreer, Bandleur le Winistry, l'expression de me haute considération.

> of other Predarte Juliat.

- P.J. - Lettre & Mannieur le Directeur du C.M.R.M. Doseiere des Grannies de crédits su C.N.R.I. pour le Laboratoire de Physique et Chimis Baniésires du Collège de France et pour le Laboratoire de Synthèse Atomique da C.H.B.B.

Doc 1 : Financement de la recherche en physique Intervention de Frédéric Juliot sollicitant des crédits peut la modernisation technique du laboratoire de physique et chimie nucléaire du collège de France et du laboratoire de synthèse atomique du CNRS, 3 décembre 1954. (AN, 82/0254, art. 38, liasse 127) ANGENTUS NO MADIUM

Alfonetimes care

CULTE DES SCIENCES DE PARIS Groves des Charges de

DOCUMENTS D'ARCHIVES

129

come 12 stall prima

Je wose prie d'agréer, Maneteur le Ministre, l'assurance de



New T., JULIOT-COLLE.

17.45

and ere

Arrive to 22 LET 1914 N AS . Street & 20 Monators 1054 II, Jon Plemellade, Fabit 2-16. 10110 1440 New L. JULIUS-COURS. Professor à la Familia des Seineme Director de Laborataire Coris Histatimir In Sour-Socrétaire affirm i la Recherche Grientifique ti, hur de Pollechasse Paris TII" Satelour le Stutetre, Use pointaine pour les beneius de l'Imritité de Physique Sociante et Pasimonivité qui deit être montruit à Creey, comportent, entre le synchrospilaires de Los hef et le aéparateur d'Eschopes, un autilisateur de 2 hay, le Commission qui s'est récuie en Septembre a actus l'unilité de cet accélérateur. Fightire were attaction our le fait que l'appareil de 2 May aut particulirement désanable pour le dévelopment de l'appareil de 2 May autre la voir des synthe. In effet, ou sure la suit espaceil qui pourré levier à l'asseignment de évoluties pour le mestione rélative un mestranç, et à la préparation de residente et d'attituelles sourants. De partie des sources de la formation de sources des sources des sources de la formation d

importante de la liveration des diferes de Sons epole, pippique des controns. Sons de Vericolimente à vie sourie, préparation et de Vericolimente à vie sourie, préparation et de Vericolimente des patients de set appareil.

A le suite de l'accord de principe de la Cumiestes, l'ai fait procéder à une étude technique : l'appareil qui coordent en trevail sort-degé servit de type Cockerofi-Sellon, sons pression, réalizable per l'in-derirle PELLIFE un un cital de dur sens deux sons tous les remealgaments micromative pour passer la commande; le prin servait de 60 millione de franté

Doc 2 : Institut de Physique nucléaire et radioactivité à Orsay Correspondance de Irène Joliot-Curie sur la nécessité de construire un accélérateur de 2 MeV pour les besoins du futur Institut, 16 décembre 1954 (AN, 82/0254, art 38, liasse 127)

131

COMPTH COMBULTATIV IN LA ARCHRACAR SCIENTIFICE PT THERMIQUE

nº 112/CCD.59.

OPTIONS MOVIELOUS AU COURS OF LA SERVICE DU 20 MAI 1959

(Les titres sent provisaises)

Chaque sption doit fairs l'abjot d'un rapport bref (une page per exemple)

PITRES

RAPPORTEURS

CONTRACTOR (CO)

#### I "GRAHIMS" SPTICES

Calcul effootif Mr. Lichnstorica Macropalfoules Biologie Maldeulaire LATABJET Génétique Mérédité, Repro-duction DUMOSIT DUMONT Sutrition Neurophysiologie et Psychopharmicologie Cancer et Leucéais RECEIVED BERMAND. Artéricaciórose THERMAND Processus électroniques Conversion d'émorgie ATORATM ATOBATN

## II OPTIONS MINISTERS OF ACTIONS CONCERTIONS

Plarms. Eautes Pressions et Toupératures Pédologie Physique des Très Basses Taupératures Métallurgie Physique Chimie des Rayonnements Cofenographie Physique Acoustique.

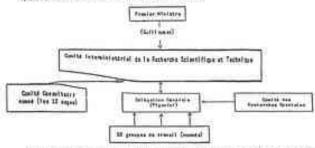
23/5/1959.

Doc 3 : Les grands axes de recherche privilégiés par la DGRST Mise à l'étude des options envisagées au cours de la réunion du 20 mai 1959 du CCRST. À noter la distinction entre grandes options et options mineures ou actions concertées, 1959 (AN, 81/0401, art 58, Basse 143)

A PROPOS DES RECENTS DESATS PARLEMENTAIRES CONCERNANT LE PONDS DE SEVELOPPENENT DE LA RECRETCHE SCIENTIFIQUE

A - VARIENCE OF

1) Schlag du extractores estatant acorte du presier ministry



As additioning procedure reception in copy, appropriately to cut assesses out after cuttle, or a 1-far-emining Figuresia, of the Offic, of a 1-far-baseling.

2) Tabless die element de replandes

****** 301 3013101	1111	1910	1961
- ORDITA MILIES	18,6	28,4	11,7
bemant - 50% das prait. Sectorate agrossions 1.5.5 Taladamous (atless Decharate actromat	93	27777	10.5
Divers minimikres	12,3	11.2	11
Diette attituires	42	1133	1,27
Tetal	377,6	512.3	387,5
hour prive at national int		17.8	118
elites soldites		(10.2	196,8
- SECTION PROVE CT SATISFACIAN Cautes principus lador triels Cangle of Principus action Satisfacian actuarian Astron satisfacian		123	1

de conterente de la milatrarate.

Ser le tirul des Afrennes ITS mont à l'a Santerra findamentale, TTS à la Ballerine mulli-mate; TTE de la Balterine findamentale aut lleuende abe l'Diet.

him reportly must be controlly in by selept the photols for centra :
- m Orth.
- de l'Sed Sur, Sententit.

- do to factoriche agramatique, + 6s (\*100),

- de fante de aprefescamente

AT - HALF DEVELOP & LA PELENATION REPORTE ET IN

he addressine planted a septem on Force to 12 additions (pour 5 mod), done N.T. additions and stations year 20th. Canta comes and type falled tomes as your 14 month done in address programms.

Bets WILLERST prestes 'Ca Comment men-And CITERATES AND AND TO CONTRACT THE STATE OF THE STATE

Ser tas IV additiones de Fants, 15 vois 6 to Suckerphy Scotlant, To roots diget assuming and Il Chican de rectoration belle of Difference,

Latin to Section that the number flow or in not be adjust on Pficture, man to Could flower on our formation consisten and dark flowed for an inchange of an actual last is described flags on to fusic earsis fraction at min me point some los laborateiros de l'armin.

Barrens FALLED

Doc 4 : L'organisation de la recherche française en 1959

Article de Piorence Fayard à « propos de récents débats parlementaires concernant le fonds de développement de la Recherche scientifique et les dotations de la Recherche spatiale ... \* para dans La vie de la Recherche scientifique, nº 34, juinjuillet 1961

(AN, 87/0323, art 6, liasse 4)

ATTRICTOR OF STREET

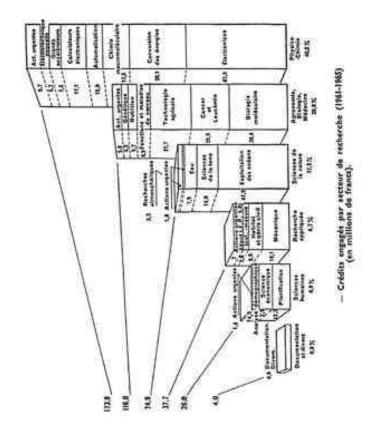
Dente :	1 1000	Scientifican		Sertiment		Reference Sections in		Duryle as Saturde		Section to		Manufative on Secretive	
310000				-		-	1	•	٠	-		-	
Nonemark .			47		-	0.1	50		19:1		10, 3		16.
Stanton Persons	194	100	0.0	4	16.5	19.	M.A.	- 24	27, 1	*	10, 4	31	16.
Alleston Sintrale			4.1	100	14.40	4	34.8	9	100, 1	46	25, 4	100	m,
Ascermenta	100	1	46.6	A	160	10	N. t.	20	78	46	10. ÷	100	10
Minimizate:	100		4, 7	3.11	1,1		16.	1.40	m, r	-44	20 p. 4	146	10
Manager	(10)	+	0.7	100	0.1	19	5.0	-	194.7		40, 5	39	11
Precion Internation	0.00		1. 4	1.6	0.0	1/4	4.4	7	\$5, 4	. 146	14, 4	140	194
Stratige Posture	- **		1	1	1	2	1. 4	19.	-	94	10, 4	14	140
Prysider Semandales	. 10	(30)	16.10	1.0	1,10	w.	40.	. 10	10.4	***	27, 3	*	10,
Destination	199	1.1	4. 6	+ :		MA.	4, 3.	# 1	360.5	104	16, 4	- 80	18
Black Personn	100		1. 1.	7	0.4	17			15, 4	(44	TT <sub>a</sub> A	. **	**
Dinie Metroje	386	100	1, 4	100	16.5	*	4.7	. 25	17, 9	198	#1, #	85	u,
Distr Transact	300			3	CHOOL	m.	3, 4	10	44. 4	138	46.5	M .	34
Ordete Malaphore	184		4.7	2	17.1	38	44, 5	- 34	25, 2	112	4, 4	-	w.
Replacedor	(10)		30.5	0.3	24.5	#	9.3			(4.	44.0	38	
Material Securitation :	1110		15.5	1.1		**	9. 1	120	20, 4	-	44.4	181	It.
Berngie delaure	1.889	40.			96.8	# .	16, 2	1188	30, 15	100	6,3		m,
Maragha Viginale	1.00		4.7	14	2, 4	*	10, 3	2M	16.3	-	44.4	*	Whi.
Mente	344		4.1		4	24.	4.4	*	26, 6	*	45, 3	18	*
total Interpri familie	7 200		4.4		4.1	24		·im	10	-	ei.	40	it.

*******	Total	Total Streets/Square		Bruters Semesterie		in/trees		Surpir es Sururre		attions in		Trappeter de	
	10	-		-			=	-	4:	-		-	
A-montages	-111		1,16	1	2,7	**	1,3	**	N/	*	14,7		+,1
Simpratria .	1.16	1-	-	1	4.0		9,0		2,4	*	40,5	1_	
Limpostope Wodynia	- 44		4.4	-	_	1	4,0		3,4	96	77.4		4.0
these stiniestes	40		-		_	4	13		6,6	24	74.4	10	11.4
Circillantiana Striantoliae		1	1,1	-	-		100	74	W.	*	44.4		1,7
Settlentine Henricon	28	E	166	1.0	4.6	1.	14.0		0,5	n	16.0	1	4,4
		1	1,6	18	160	1	10	117	10.6	30	41,8	7.	11,1
Hetelon Referra	49	-	22	2	_	10	2.0	30	7,3	*	85,6		6.1
Interest Patricipus	*		146		_	13	10,0	=	69,1	10	44,2		11,0
tripped Rennalmen			5/7	W.	2,0	10	6,1		11.7	.10	4,0		11,0
schelople	19	10	tar.	201	_	19	44		61,1	11	4.0	14	1
heriologia .						16	14	40	11,89		-	n	11,0
htiomatate .		-	-		1,3	4	4.0		04.4	-	Ħ		٠
Total Sylvense	40	u	1.6	•	1		7,4	pet		-	16		2,7

Doc 5: Statuts des chercheurs
Statistique sur l'effectif des chercheurs CNRS en sciences exactes et sciences humaines soumise aux membres du CCRST afin qu'ils scient en mesure de rendre un avia sur l'accroissement des effectifs, les modes de recrutement, la répartition des postes et la participation des chercheurs de cet organisme aux tâches d'ensei-

(Premiers essois de normalisation des statuts des chercheurs en vue d'accroître les possibilités de mutation des personnels de la recherche scientifique entre les différents organismes)

(AN, 81/0401, art 61, liasse 152)



Doc 6: Financement de la Recherche Crédits engagés par secteurs en recherche fondamentale et appliquée de 1961 à 1965

(extrait de DGRST, Les actions concertées, rapport d'activité, 1965, p. 26)
(Mission Recherche, MA 182)

4, 10, 63	FROJET DE REPARTITION DES CHIMUTS DE 1864 ENTRE LES ACTIONS CONCENTEES DE LA LOI DE PROGRAMME
ī	ent EN1

	AUSHISUES	fut de	Autories	Autoritations de programme attribuing	Stamme at	tribadin	Solds h	
		programma	1961	1.96.2	2 9 0 1	Towns	atti-thuar	Observe
	Conversion des énergies	38 000	19.604	0 4000		2000		130418
CANE W	Exploitation des occans		989 00	200		84 000	12 000	
	Bibliogia encileation	20 000000	2 2	11 400		29 550	4.459	
	O THE STATE OF THE	27 9996,67	13 002		6 303	27 000	12.000	
	Cancer of tenegrals	25 000	6 074	000 9	1 000	12 000	6.000	
104	Fonctions of maladies du							
CAL	Carvean	1 500	*	-0.0	20,000	1000	2000	
4 App	Application de la génétiese	4	-000				100	
T Blut	Notrition animals of hea-		2000	200	2006	2 650	1.350	
THE PER	If alne	2000	000	000000000	1000000000	-20000		
a Ana	Analyse dimographics		200	250	1 250	3.500	1 500	
Acres	Section of anciety	000		200000	VINCESCO.	200000000		
o Sele	Selence decomment of	4 000	8	904	1 000	2 900	1 100	
3	problèmes de développe-							
ment	in the second	6.050	1.650	1000	400	Water W	400	
-	mdetarmines			3.50	220		2000	
11 865	actions argentes	16 507	4.503	3 000	2 00%	9 400		
12 A.P.	P. ouvertes du l. ouvrir 190 500	F 190 800	58 000	990 99		145 000	200	
13 240	report des crédits non at-	22/20/20/20	Ser Anna	200(1)000		100 500	000 14	
47-139	tribods thands precedental				3186		NAME OF	
M A.P.	P. Mappedhies après re	report			41 200		44.	
					400		48 633	

Doc 7: Dotation des 9 premières actions concertées pour les années 1961-1963 (Document de travail remis aux membres du CCRST en octobre 1963) (AN, 81/0401, art 61, liasse 152) PARIS, 1s 4 Juillet 1964

COMITE CONSULTATIF DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Le Président

Le Président du Comité Consultatif de la Recherche Scientifique et Technique

8.1

Monsieur le Président de la République

# Monsieur le Président de la République,

En me faisant le grand houneur de m'accorder une audience le 15 Juin derrier et en manifestam l'intection de présider, à le fin de l'année 1964, un Comité interministériel consuré à l'examen des différents problèmes d'organisation et de structures, dont f'ai su l'occasion de vous citer qualques exemples, vous avez bian voulu iémolgner, au milleu de voc lourdes charges, l'intérêt que vous portes à la recherche scientifique et technique.

Cette marque d'intérêt a constitué un grand encouragement pour le Comité Consultait de la Recherche Scientifique et Technique : Il estime, en effet, que le développement de la recherche est d'une importance telle qu'il se place au niveau du Chef de l'Etat paisqu'il commande, à long terme, la prospérité et l'intépendance de la Nation.

Je crois donc de mon devoir de parter à votre consaissance, comune ils me l'ont demandé, les préoccapations de mos collègues de Comité Consultatif . Ceux-ci sest conscisuts de la responsabilité qui leur a été confide, par le décret du 28 novembre 1958, précisant que le Comité Consultatif est chargé de conseiller le Couvernement " sur toutes les mesures taméant à développer la recharche scientifique et technique " .

Dans les circunstances présentes, il leur apparait essemiel que l'activité de recherche rests inscrite parmi les préoccupations majoures du Gouvernament et qu'une attention profonde

....

## DOCUMENTS D'ARCHIVES

. . .

continue à lui être portée .

A l'égard des problèmes de l'année 1965, Monsieur le Premier Ministre a blen voulu attribuer aux organismes de recherche des messes univelles budgétaires qu'il n'avait pas initialement envisagées . Toutefols, la Comité Consultatif considère comme important de souligner que, malgré est aménagement, les riqueurs budgétaires aumquelles la Convernement doit faire face provoquent, en s'appliquant avec une sévésité excessive à la recherche extentifique, un temps d'arrêt per rapport au développement remarquable et fructueux séalles au cours des récentes années . Ce temps d'arrêt - alors que le retard français dans certains domaines reste présecupant - engendrera indvitablement difficultée et régresaions . Il sera ensuite très difficile de suttraper la perte de potentici sciantifique correspondent et les conséquences de cet arrêt hypothèqueront longtemps l'avenir du pays .

Le Comité Consultatif voudrait vous communiques se conviction que toute rupture de croissance comprenen nue chances de survis dans la guerre économique actuelle, l'effort scientifique des autres nations industrializées s'accretesant de façon cominue .

Le Comité Consultatif a déjà donné son avis dans le rapport destiné su Comité interministériel de la Bacherche . Néanmoine, il lui est apparu de son devoir de vous informer directement de la gravité de l'enjeu .

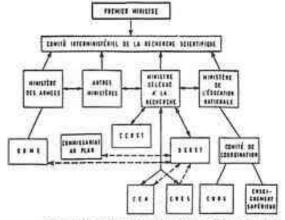
En vous reconvelent l'expression de ma reconnaissance pour l'intérêt que vous avec blen voulu manifester à l'égard ées problèmes que pose la développement de la recherche acientifique, je vous pris de cruire, Monsteur la Président de la République, à l'assurance de ma très haute considération et de mon très respectueux dévouement .

André BLANC-LAPTERRE

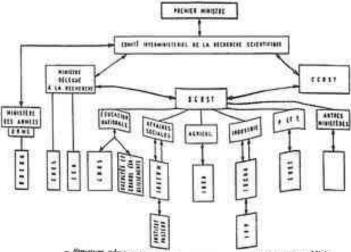
Doc 8 : Politique de la Recherche

Lettre de M. Blane-Lapierre, Président du CCRST, adressée au Président de la République sur les orientations prises par le Gouvernement en matière de recherche et son financement, 4 juillet 1964

(AN, 81/0401, art 62, liasse 154)



anne parricipunt à l'éluboration de la politique entratifique.



- Someture administrative de la recierche (pecteur public et parapoblic).

Doc 9 : Coordination de la Recherche Structures administratives de la Recherche et organismes participant à l'éla-boration de la politique scientifique, 1966 (Schémax estraits de Maréchal (André), l'élaboration de la politique (circum) (1966). l'élaboration de la politique scientifique en France (Rome, 1966) (Mission Recherche, RE 104 supplément)

Fichier

#### DOCUMENTS D'ARCHIVES

2: -

# ARRETE

Le Ministro chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales,

VU le décret 58.1144 du 28 novembre 1958 concernant la recherche soientifique et technique, et notamment son article 4.

VU le décret 68-517 du 4 Juin 1968 relatif aux attributions du Ministre chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales,

Sur rapport du Délégué Général à la recharche scientifique et technique,

### ABRETE

Article ter. Il est créé un Conseil provisoire de la politique de rechercle scientifique et technique ayant pour mission de seumettre au Ministre chargé de la recherche scientifique et des questions atemiques et spatiales, toutes propositions relatives aux neuvelles structures consultatives qui seront chargées d'assister le Gouvernment dans la définition de la politique nationale de recherche et de développement.

Lo Bélégué Général à la Rocherche Scientifique et Technique pourra, nur toutes questions relevant de sa compétence, prendre avis du Conseil proviseire.

Le secrétariet du Consuil proviseire sera et technique.

Article 2.- Le Consoil provisoire sera composé des douze mombres en exorcice du Comité Consultatif de la Recherche scientifique et technique, ainsi que de douze représentants élus des personnels obercheurs, techniques et administratifs appartement soit aux services ou établissements de l'Etat ou soumis à sa tutelle, soit aux laboratoires de recherche du soctour industriel.

.../..

Un arrêté définira la liste des laboratoires ou établissements dont les personnels serent représentés au Conseil proviseire, ainsi que les medalités d'organisation et de déroulement du scrutin.

Articla 3.- Le Délégué Wénéral à la Recherche Scientifique et Technique est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait 5 Paris, 1e 5 Juin 1968

Le Ministre chargé de la Becherche Scientifique et des questions Atomiques et Spatiales

Christian de LA MALENE

Doc 10: Acte de naissance du CPST Arrêté du 5 juin 1968 portant création du Conseil provisoire de la politique de recherche scientifique et technique

(Mission Recherche, RE 104 supplément)

Achevé d'imprimer en juin 1993 sur presse Variquik dans les ateliers de la SAGIM à Courtry Dépôt légal ; juin 1993 N° d'imprimeur 377 Fichier is:

es Califers pour l'Histoire de la Recherche font suite à la précédente série de dix Califers pour l'Histoire du CNRS où furent publiés les travaux suscités par le colloque historique du cinquantenaire du Centre national de la recherche scientifique organisé en 1989.

Cette nouvelle série de cahiers, lancée à l'instigation de la direction du CNRS, doit servir de support éditorial à des travaux individuels et collectifs sur l'histoire contemporaine de la recherche, dans une perspective comparative, à travers les disciplines, les hommes, les institutions et les lieux où elle s'effectue. Ces cahiers publieront aussi des outils d'aide aux chercheurs comme ce numéro consacré à l'inventaire des archives du ministère de la recherche.

Cet inventaire se veut un guide qui permettra au chercheur d'embrasser, non seulement les fonds d'archives ministérielles, mais aussi ceux d'instances comme le Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST), le Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du Progrès technique (CSRSPT) ainsi que la Délégation générale à la Recherche scientifique et technique (DGRST).

Si, en parcourant cette première livraison des Caliers pour l'Histoire de la Recherche, le lecteur perçoit l'irremplaçable contribution que ces archives peuvent apporter à l'histoire des sciences comme à celle des grandes orientations politiques prises en France en matière de recherche depuis les années 50, la Mission des Archives nationales s'en trouvera vivement encouragée dans la poursuite de sa tâche. Car, pour l'archiviste, le trésor sauvegardé n'acquiert de valeur que s'il devient un savoir plus largement mis en commun.



Prix: 90 FF ISBN: 2-271-05021-9